



Programme Génération Climat : « *Transition bien ordonnée...* »

RAPPORT D'ÉVALUATION 2016-2019

Estelle Hedouin | avril 2019

INTRODUCTION

La montée en conscience citoyenne et en médiatisation des enjeux climatiques a été fulgurante depuis la COOP21 de 2015, même si elle n'est certainement pas encore à la hauteur de l'urgence à changer les comportements. Néanmoins, il n'y aura pas de retour en arrière sur le sujet. Le Programme Génération Climat s'inscrit donc dans une actualité brûlante, face à un avenir à anticiper dès aujourd'hui.

Par la construction multi-partenariale et multi-thématique qui sous-tend « son offre de service » aux jeunes, le programme Génération Climat a de quoi prétendre (sous réserve de la validation de ses impacts) être exemplaire des nouvelles façons d'accompagner l'engagement des jeunes. Cet engagement aspire à s'éprouver sur le terrain, au contact des réalités.

Dans sa phase 1, en passe de se terminer en juin 2019, le programme a fait la preuve de sa pertinence et de son potentiel autour d'un noyau dur d'acteurs relais et des premiers jeunes lauréats. (première partie).

En revanche, le programme doit aujourd'hui mieux « faire réseau » pour gagner en efficacité et en cohérence entre ses ambitions et ses réalisations. Son positionnement doit être éclairci pour dépasser sa complexité et être davantage développé et partagé (partie 2). Des ajustements importants sont d'ores et déjà discutés au sein de la coordination nationale, et après avoir écouté les acteurs relais lors du séminaire de Valence en février dernier, pour aller davantage sur des dynamiques territoriales et sur mesure.

4 principales recommandations ressortent de cette évaluation, (partie 3) en vue de la conception de la nouvelle phase par la coordination nationale :

- **1/Ancrage dans des réseaux territoriaux** autour d'acteurs solides, bien dans leur rôle et en posture d'ouverture, en capacité d'entraîner dans leur dynamique des acteurs plus fragiles mais tout aussi pertinents pour compléter les compétences nécessaires pour déployer PGC
- 2/Coordination renforcée, cap réaffirmé et **pilotage éclairé** par des partenariats de référence dans un comité de pilotage élargi et investi
- 3/Création d'un **réseau PGC interactif** et ressource pour les futurs jeunes engagés, avec co-production d'outils de fonds, et amélioration du suivi (notamment au niveau des effets)
- 4/Création d'une **posture et d'un modèle de référence « PGC »** (langage, alliances, modes opératoires, ressources (outils, exemples, pratiques...) à partager autour d'une vision partagée) **prêt à faire résonance (phase 2) et à essaimer pour impacter (phase 3)**

La phase 2 devra donc être une phase de consolidation, de modélisation et de résonance pour dépasser le prototype.

Deux limites essentielles ont été rencontrées au cours de cette évaluation

- Le planning de l'évaluation : la plupart des rapports d'activité 2018 n'étaient pas encore remontés lors de la phase d'entretiens, et le dernier appel à candidatures n'a pu être pris

en considération. Les seuls documents de reporting un peu synthétique sur la période sont le rapport intermédiaire 2017 et le dossier de presse fin d'année 2018. Les recommandations du rapport ont été fournies avant sa rédaction, afin d'aider au mieux l'équipe déjà en phase de réflexion collective pour la conception de la nouvelle phase.

- L'évaluation ne devant pas être confondue avec le rapport intermédiaire, les descriptions des actions ne relèvent pas de son périmètre. Certaines parties seront donc complétées par le rapport à remettre à l'AFD à la fin de la réalisation de cette tranche du programme.

Planning de l'évaluation

| | |
|-------------------------|--|
| 17 décembre 2018 | Réunion de cadrage |
| 22 déc- 7 janvier 19 | Congés de fin d'année pour l'équipe Analyse documentaire entretien avec Inès (FNH) le 3/1 conception du questionnaire vers les jeunes et des guides d'entretien |
| Janvier 19 | Entretiens individuels (<i>cf liste plus bas</i>) |
| 22 janvier | Observation d'un atelier d'échanges organisé par Cap Solidarité à Lille |
| 29 janvier | Atelier d'échanges avec les acteurs de Toulouse – Montpellier |
| 1 ^{er} février | Atelier d'échanges avec les acteurs et les jeunes de Lyon - Vénissieux |
| 7 – 8 – 9 février | Proposition pour l'animation du séminaire en « co-évaluation » Participation au séminaire des acteurs relais à Valence |
| 19/2 | Débriefing séminaire avec l'équipe |
| Fin février | Analyse de tous les inputs |
| 12/3 | Présentation des recommandations de l'évaluation à l'équipe + France Volontaires en introduction d'une journée de brainstorming sur le nouveau programme |
| 29/3 | Remise du rapport provisoire |
| 11/4 | Présentation du rapport au comité de pilotage |
| Fin avril /début mai | Dépôt de l'AMI à l'AFD pour le nouveau programme. |

Liste des personnes interrogées (22)

- FNH, Inès Lazghab
- FNH, Sébastien Galy
- Forim, Nicolas Laurent
- Forim, Jules Obama
- 3PA, Laure Niapel
- CPIEU APIEU, Diane Devau
- Anciela, Martin Durigneux
- Refedd, Loïc Inghea
- Espace Paris Jeune Davout, Eric Laloef
- Etudiants & Développement, Vincent Pradier
- Office Mulhousien de la Jeunesse, Emmanuel Henninger & Razika Yamoun
- COSIM Nouvelle Aquitaine , Ibrahima Anne
- CBF, Lydie Allagbe
- Cosim Occitanie, Anaphel Baptiste

- COSIM ARA, Alain Mulaba
- CAGF, Halimatou Camara
- Migrations et développement, Yosra Rakrouki
- TERRAFRIK ALTERNATIVES, Théophile Yonga
- CABV, Mathieu Bouvet
- Cap Solidarité, Maud Beguin Allegro
- Maison des citoyens du monde, Etienne Maruejols
- France Volontaires, Pierre Soetard
- AFD, Nicolas Lejosne

Acronymes / Abréviations

- AR : Acteurs relais
- CN : coordination nationale
- PGC : Programme Génération Climat
- SC : service civique
- DD : développement durable
- ECSI : éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale
- SI : solidarité internationale
- RRMA : Réseaux régionaux multi-acteurs

SOMMAIRE

Partie 1 : Un programme pilote qui valide sa pertinence en fin de phase

1. Les chiffres du programme
2. La qualité des projets lauréats dont quelques belles histoires
3. Un réseau en cours de structuration : un programme qui mobilise (AR et acteurs nationaux)
4. Des amorces de dynamiques collectives
5. Pertinence & plus-value du PGC
 - Passer à l'action en liant 3 axes forts : jeunesse, solidarités et questions climatiques
 - Créer des liens avec un grand nombre de domaines
 - Permettre aux jeunes d'être à l'initiative de leur projet/mission
 - Déboucher sur un financement
 - Etre présent à 3 échelles
 - Plus-value vue par les structures relais
 - Plus-value vue par les jeunes
 - L'attelage innovant de ses fondateurs : FNH et Forim

➔ Une exception dans le paysage des dispositifs vers les jeunes & Un programme à haut potentiel, créateur de « liens de transition » entre les thématiques, les acteurs, les générations

Partie 2 : L'enjeu de la « transition » du PGC : Mieux partager sa « promesse » en amont et cumuler les preuves de sa pertinence en aval

1. Rôle de la Coordination nationale : piloter et accompagner les accompagnateurs
 - A. La mise en place du réseau et du parcours d'engagement
 - B. Un premier outillage très apprécié, à compléter
 - C. L'accompagnement des jeunes après le dépôt des dossiers : la CN « relais des relais »
 - D. Les séminaires des acteurs : des temps d'échanges prisés mais insuffisants
2. Acteur relais : orchestrer la diversité pour dégager sa richesse
 - A. Typologies et postulat de départ
 - B. Des niveaux très disparates :
 - i. Différence de publics, différences de modes d'accompagnement des jeunes
 - ii. Connaissance des thématiques de SI et/ou d'environnement
 - iii. Un parcours d'engagement, trois dispositifs... 21 versions : Entre souplesse du cadre et manque de lisibilité du rôle attendu
 - C. Un seul statut pour des configurations locales/nationales

D. Effets sur les structures relais et sur leur posture dans PGC

- Amène de la réflexion à l'intérieur des structures sur les enjeux climatiques
- Se renouveler : Nouveaux publics, nouvelles thématiques, nouveaux contacts, nouvelles opportunités
- Amener de la transversalité entre des thématiques travaillées dans la structure ou sur son territoire
- Capacité d'échanges entre acteurs relais de type différent et questionnement des pratiques
- Effet de reconnaissance et de valorisation

Ces effets positifs sur les acteurs pivots qui le développent sur les territoires démontrent encore une fois le potentiel de PGC pour être un programme de transition des modes opératoires (transversalité, complémentarité, pluri-acteurs, pluridisciplinaire vs silo) et des façons de travailler ensemble sur les territoires.

3. Un programme « apprenant »

- A. Une Coordination Nationale dans l'écoute et l'ajustement
- B. Des ajustements importants entre 2017 et 2018

4. Des difficultés persistantes, des bonnes pratiques et des pistes d'amélioration co-évaluées au séminaire des acteurs relais

- A. Faire venir les jeunes
- B. Toucher les publics « éloignés »
- C. Mobiliser les jeunes sur le parcours d'engagement
- D. Les chiffres de l'accompagnement du PGC : perfectible
- E. Candidat et après ?
- F. Des Acteurs relais en mal de reconnaissance : finances & communication

5. Continuer à s'ajuster

- A. Développer l'échange de pratiques vers la co-construction de démarches/outils d'accompagnement dans le cadre de PGC, notamment à l'échelle régionale
- B. Suivre les effets de l'expérience PGC dans un parcours de vie pour aider les jeunes à mieux la valoriser
- C. Préparer, encourager voire financer la valorisation de l'expérience PGC par les jeunes pour les jeunes ?

6. Envisager une nouvelle architecture qui favorise l'engagement/l'accompagnement à deux vitesses ?

A. Un nouveau parcours d'engagement pour les jeunes

- Un cadre pour les primo-engagés
- Cheminer à côté des porteurs de projets qui veulent aller plus loin
- Dépasser des catégories de montants trop figées pour les projets

- Encourager le partage de l'expérience PGC par le pair à pair

B. Un nouveau parcours d'accompagnement pour les STRUCTURES/RESEAUX RELAIS

- Redéfinir les métiers des AR et les rôles attendus
- Encourager des dynamiques territoriales complémentaires pour couvrir les « métiers » des AR et valoriser les « Réseaux d'Acteurs Relais Territoriaux »
- Associer et sensibiliser les éducateurs spécialisés, les animateurs, les médiateurs
- Imaginer une place pour les acteurs nationaux

PARTIE 3 : CONCEVOIR UNE PHASE 2 EN CAISSE DE RESONANCE POUR DEPLOYER LE POTENTIEL DU PROTOTYPE PGC PAR LE SAVOIR ET LE FAIRE SAVOIR A L'ECHELLE NATIONALE

⇒ **que nous dit PGC d'une autre manière de construire la société de demain avec les acteurs d'aujourd'hui, en particulier les jeunes?**

1. Animation du réseau national PGC

- Continuer à outiller et animer le réseau national
- Faire ensemble avec les Acteurs relais « locomotives » :
- Faciliter l'amorce des dynamiques locales
- Soutenir le plaidoyer local (en faisant le lien avec les stratégies locales)

2. Soutenir l'engagement des jeunes (voir Partie 2.6)

- Faire connaître aux jeunes les enjeux visés par PGC
- Créer un premier cadre d'engagement en sensibilisant aussi les éducateurs/animateurs qui accompagnent les jeunes au quotidien
- Soutenir les projets et le cheminement des jeunes
- Encourager les jeunes à partager/témoigner autour de leur expérience PGC

3. Rajouter une dimension suivi & capitalisation pour produire du sens collectif à partir des effets

- Formaliser et garder la mémoire du programme (au-delà des personnes)
- Rendre lisibles les effets attendus du programme
- Formaliser son message politique à partir de ses effets
- Créer une culture partagée du suivi des effets sur les jeunes, sur les AR, sur les territoires, notamment par des ateliers en région
- Alimenter la connaissance de sa valeur ajoutée à partir de la preuve de ses effets
- Piloter avec une vision partagée et en connaissance de cause

4. Consolider le pilotage et développer une fonction plaidoyer local/national en mobilisant aussi les jeunes, pour créer de la résonance

- S'assurer que la fonction « comité de sélection » n'altère pas celle de « comité de pilotage »
- Ouvrir le pilotage du PGC : voir plus loin, voir plus haut, à plusieurs, en s'appuyant sur un comité de pilotage stratégique et un comité ressources
- Recontextualiser le programme PCG en créant de la résonance réflexive (« matière à penser ») à partir des expériences d'engagement PGC (des AR et des jeunes) et de leurs effets, pour valoriser la portée du programme :
 - **qu'est-ce qu'on apprend,**
 - **qu'est-ce que ça « dit » de la société ?**
 - **En être ou pas, avec ou sans... quelle différence ?**

➔ Faire le lien avec les mouvements de citoyens en faveur du climat et avec les sujets de plaidoyer

➔ Faire le lien avec les réflexions autour du parcours de vie

➔ Faire le lien avec les stratégies institutionnelles notamment à l'échelle européenne

➔ Faire le lien avec les enjeux stratégiques de chaque organisation membre du Comité de pilotage

➔ Faire le lien avec les stratégies institutionnelles territoriales, dont les RRMA

➔ Faire le lien avec des réflexions think tank associatifs sur l'engagement, sur les enjeux sociétaux (Fonda, Action Climat, Le mouvement associatif etc), sur les transitions éducatives

- En déduire les « bonnes » alliances : entre ambition et pérennité

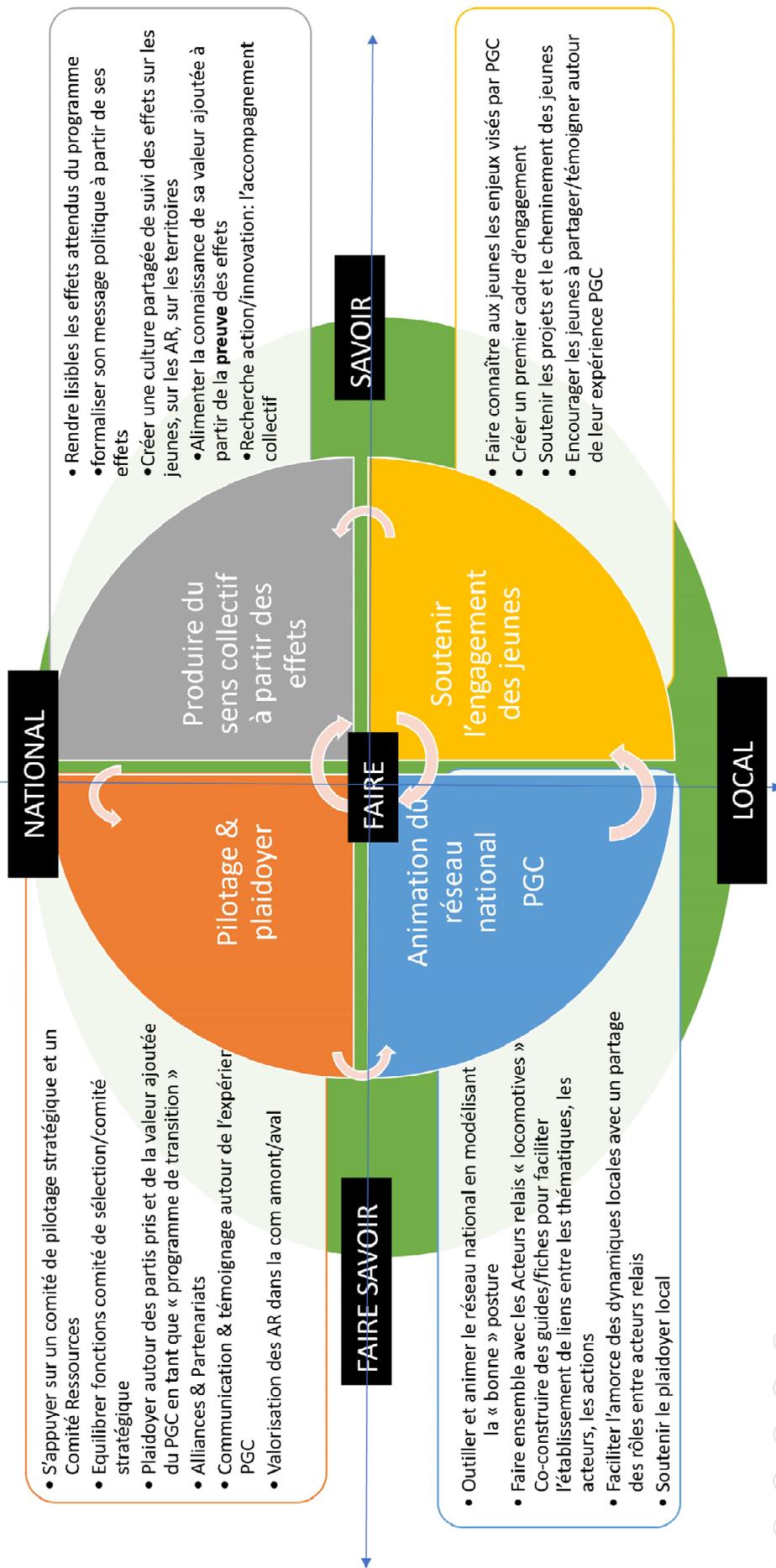
- **Exemple de France Volontaires**

- **Exemple du projet Festival des Solidarités**

- **Exemple Collectif pour une transition citoyenne**

- Partager, discuter pour co-construire la vision, le positionnement et la « culture projet » en comité de pilotage élargi
- Communiquer et témoigner autour de l'expérience PGC, faire ressortir le message politique et la portée, lui donner de la résonance autour du sens

Concevoir une phase 2 en caisse de résonance pour déployer le potentiel du prototype PGC par le savoir et le faire savoir à l'échelle nationale : que nous dit PGC d'une autre manière de construire la société de demain avec les acteurs d'aujourd'hui (en particulier les jeunes)?



Partie 1 : Un programme pilote qui valide sa pertinence en fin de phase

Le pari d'un programme innovant est déjà de s'implanter, que la « greffe prenne ». Du point de vue du critère de la pertinence, on peut dire que PGC l'a validé en fin de phase 1.

1. Les chiffres du programme

| Dispositifs | Total des candidatures reçues 2017 | Total des candidatures éligibles 2017 | Candidatures accompagnées 2017 | Total des candidatures soutenues 2017 | Dotation 2017 |
|--------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|-----------------|
| Agir en France (Total 2017) | 23 | 21 | 1 | 19 | 17 950 € |
| Agir en service civique (Total 2017) | 6 | 4 | 1 | 2 | 3 000 € |
| Agir à l'international (Total 2017) | 18 | 10 | 6 | 7 | 56 306 € |
| TOTAL | 47 | 34 | 8 | 28 | 77 256 € |

| Dispositifs | Total des candidatures reçues | Total des candidatures éligibles | Candidatures accompagnées | Total des candidatures soutenues 2018 | Dotation |
|--------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------------------------|---------------------------------------|-----------------|
| Agir en France (Total 2018) | 31 | 24 | 2 | 20 | 19 490 € |
| Agir en service civique (Total 2018) | 13 | 8 | 8 | 9 | 13 500 € |
| Agir à l'international (Total 2018) | 18 | 9 | 8 | 6 | 51 959 € |
| TOTAL | 62 | 41 | 18 | 35 | 89 990 € |

| Dispositifs | Total des candidatures reçues 2017+2018 | Total des candidatures éligibles 2017+2018 | Candidatures accompagnées 2017+2018 | Total des candidatures soutenues 2017+2018 | Dotation |
|--|---|--|-------------------------------------|--|------------------|
| Agir en France (Récap global) | 54 | 45 | 2 | 39 | 37 440 € |
| Agir en service civique (Récap global) | 19 | 12 | 9 | 11 | 16 500 € |
| Agir à l'international (Récap global) | 36 | 19 | 8 | 13 | 108 265 € |
| TOTAL | 109 | 76 | 19 | 63 | 162 205 € |

Dans son dossier de presse à la fin de l'année 2018, le binôme FNH-Forim communiquait donc sur le résultat du programme : « **En deux ans, 63 projets soutenus, 200 jeunes récompensés, 170 000€ attribués, 2800 personnes sensibilisés¹** ».

A la clôture des appels à projets **début 2019, 73 candidatures** ont été reçues² :

- Agir en France : 41 candidatures reçues
- Agir à l'international : 24 projet reçus
- Agir en service civique : 8 candidatures reçues

On note donc une **tendance crescendo au nombre de candidatures** (47, 62 puis 73), témoignant de la notoriété croissante du programme et de la maturation progressive du réseau des acteurs relais.

2. La qualité des projets lauréats, dont quelques belles histoires

¹ Ce dernier chiffre est obtenu en agglomérant les chiffres annoncés par les acteurs relais, tous les rapports n'étant pas remontés à l'heure de la publication du DP.

² L'instruction des dossiers ayant lieu en même temps que l'écriture de ce rapport d'évaluation.

Des parcours d'engagement réussis font toujours de belles histoires, surtout quand :

- la cause est celle de la lutte contre les enjeux climatiques ;
- le mode opératoire, la solidarité ;
- et le moyen d'y arriver l'accompagnement.

Il s'agit bien de faire grandir et cheminer un ou plusieurs jeunes de l'envie à l'idée, de l'idée au projet et du projet à l'action, voire de l'action à la transmission à ses pairs.

A cet égard, le programme Génération Climat rassemble déjà un certain nombre de « pépites » qui au-delà des chiffres, attestent de sa pertinence. On ne reprendra pas ici les histoires de lauréats que l'on trouvera mises en valeur sur le site du programme à l'aide de vidéos témoignages, ou encore dans le dossier de presse³ qui raconte très bien certains de ces parcours exemplaires. Ces engagements ne sont pas tous le fruit direct du PGC, mais rappelons que dans les approches orientées changement, on parle de « contribution » et non « d'attribution » du changement. David Maenda Kithoko, lauréat avec son association Génération Lumière, illustre parfaitement ce que permet PGC : il a été accompagné de manière complémentaire par deux structures relais du programme, Anciela et COSIM ARA, a même contribué à créer plus de liens entre elles, et aujourd'hui David est devenu lui-même accompagnateur pour Anciela.

3. Un réseau en cours de structuration : un programme qui mobilise (AR et acteurs nationaux)

Qu'est-ce qui peut mobiliser une association issue des migrations, un centre associatif, une pépinière d'initiative, un centre Ritimo ou encore un réseau associatif national d'associations étudiantes ? Toutes ces structures ont en commun d'être confrontées à la demande d'engagement des jeunes, demande à laquelle elles ne sont pas toutes armées pour répondre. PGC se veut l'une des réponses possibles en pariant sur la création d'un socle commun, d'une culture partagée entre les acteurs relais, autour des enjeux climatiques, autre sujet qui devient transverse dans la société.

Dès la première année, fin 2016/début 2017, 18 organisations au lieu des 10 planifiées, se sont embarquées dans l'aventure collective. En 2018, un réseau de 21 structures existe et le séminaire annuel des acteurs relais, qui s'est réuni pour la troisième fois à Valence en février 2019, atteste de l'envie de ces structures d'échanger entre elles dans le cadre du programme. Les personnes sont intéressées et motivées.

³ En annexe.

21 acteurs relais en 2018

GÉNÉRATION
CLIMAT

• Les acteurs relais 2017-2018

- 3PA à Toulouse
- CPIE APIEU à Montpellier
- ANCIELA à Lyon
- REFEDD un réseau national
- EPJ Belleville et Davout (11^{ème} et 20^{ème})
- E&D un réseau national
- OMJ à Mulhouse
- COSIM Aquitaine à Bordeaux
- CBF en IDF
- COSIM Occitanie à Montpellier
- COSIM Rhône-Alpes à Lyon
- PAFHA en IDF
- CAGF en IDF
- M&D à Marseille

• Les nouveaux en 2018

- CABV à Vénissieux
- CPIE Pays de Vaucluse à Avignon
- CAP SOLIDARITE à Lille
- TERRAFRIK à Toulouse
- CŒUR DE FOUTA à Mantes-la-Jolie
- MAISON DES CITOYENS DU MONDE à Nantes

4. Des amorces de dynamiques collectives

Deux dynamiques amorcées

En région Occitanie (concrètement entre Toulouse et Montpellier), des rapprochements ont eu lieu entre les acteurs relais TerrAfrik Alternatives, CPIE Apieu, COSIM Occitanie et 3PA. La possibilité d'une stratégie régionale entre ces acteurs pour communiquer avec les services de la Région a été pensée mais pour diverses raisons institutionnelles et de « timing » n'a pu aboutir pour le moment. Néanmoins l'interconnaissance et le dialogue progressent dans ce sens, notamment autour de la complémentarité des compétences SI et DD.

A Lyon, Anciela, acteur très actif dans l'accompagnement des projets des jeunes, recherchait une complémentarité de compétences pour les projets sur l'international, qu'elle a pu trouver en se rapprochant du COSIM Rhône-Alpes. Plusieurs projets ont pu ainsi bénéficier du double regard. A côté de Lyon, à Vénissieux, le centre associatif Boris Vian (CABV) est également en dialogue étroit avec Anciela et acteur relais de PGC, vers un public très différent de celui d'Anciela, puisque le CABV intervient en quartiers Politique de la Ville, auprès de jeunes plutôt en insertion.

De manière générale, le CABV répond aux sollicitations de structures de l'éducation populaire et/ou d'accueil de jeunes sur de la méthodologie de projet ou de la recherche de partenaires. Il est par exemple en lien avec :

- le Bureau d'Information Jeunesse qui coordonne un appel à projets « Jeunes et aussi citoyens » pour des jeunes de 15 à 25 ans, toute thématique de projet local citoyen
- l'institut Bioforce qui forme des étudiants dans le domaine de l'humanitaire, notamment en les envoyant en stage dans des structures locales. Bioforce organise également le Festival des solidarités
- un service Environnement qui coordonne un appel à éco-projet, à destination des habitants de tous âges
- de nombreuses associations agissant dans le champs de l'écologie et du développement durable, en tant que Maison des associations et acteur financé dans le cadre du Plan d'Education au DD de la Métropole de Lyon.

Pour le CABV, « le déploiement du PGC au niveau local a demandé bien sûr de communiquer notre rôle d'acteur relais à ces structures, mais amène également à s'associer à ces autres acteurs en vue d'offrir aux jeunes vénissiens une offre d'accompagnement et de soutien bien articulée et lisible. »

3 dynamiques potentielles à développer

A Lille, l'entrée de Cap Solidarités dans le programme a amené avec elles un nouveau souffle et des bonnes pratiques. La configuration de l'association dans les Hauts-de-France cumule les facteurs de succès : le réseau de Cap Solidarités, la présence de ressources humaines dédiées, le fait de cumuler l'accès aux jeunes, l'accompagnement de projets et la connaissance de la solidarité internationale, la relation aux élus locaux, eux-mêmes très mobilisés sur le climat... Le format imaginé pour un atelier d'échanges le 22 janvier 2019 (observé dans le cas de cette évaluation) montre surtout que l'esprit du programme a bien été compris : des jeunes sont venus témoigner de leur engagement et présenter concrètement leur projet, de manière interactive ; des associations ont également présenté leurs actions, et enfin des institutionnels étaient invités à présenter leur appel à projets proches dans la thématique du PGC. Ainsi la Métropole Européenne de Lille a pu présenter son appel à projets « Mets de la transition dans ton quartier », avec des exemples à l'appui ou la Ville de Lille, son fonds de solidarité Climat. L'objectif est bien de créer des synergies fécondes.

A Mulhouse, l'Office Mulhousien de la Jeunesse s'est très rapidement saisi de l'opportunité du programme qui a lui a permis également de concrétiser sa stratégie d'accompagnement et de partenariats sur les enjeux environnementaux (Réseau Nature, collectif Humanis, service développement durable de la ville de Mulhouse...). PGC a été l'occasion de rapprochement avec des associations de solidarité internationale comme Espoir Vie Togo ou avec Unis-Cités, ou encore Alternatiba.

La Maison des citoyens du Monde à **Nantes**, entrée dans le programme en juin 2018 a rapidement compris la plus-value du programme. Outre l'intérêt « d'élargir au climat », puisque la MCM accompagne déjà des jeunes en solidarité internationale, PGC leur a permis de concrétiser un partenariat avec l'antenne Alternatiba de Nantes. Ayant déjà travaillé ensemble dans le cadre du Festisol 2017, les deux organisations se sont rendu compte qu'elles partageaient une même vision de l'action citoyenne pour le climat et pour la solidarité, dans une approche systémique, complexe et de long terme, avec une visée de transformation sociale, tout en activant des modes d'action de proximité (comme le circuit court). PGC leur a fourni un cadre pour tester une action commune en montant un deux sessions d'information et de sensibilisation à Nantes. « *PGC rejoint notre réflexion sur la façon de faire évoluer les structures sur les questions de solidarité, et de répondre aux jeunes sur les questions climatiques. Ce sont des besoins que nous avons identifiés. PGC est vraiment intégré dans notre démarche d'accompagnement* ». La MCM, très identifiée sur la ville, participe également à une démarche de mise en réseau des organisations en lien avec la jeunesse à Nantes, pour essayer de mieux travailler ensemble chacun dans ses spécialités et d'optimiser l'offre d'accompagnement pour les jeunes. PGC sera intégré dans cette offre parmi d'autres dispositifs.

Les acteurs des territoires bougent, expérimentent d'autres manières de travailler ensemble, et le Programme Génération Climat s'inscrit potentiellement dans cet « air du temps », qui plus fondamentalement, **dessinent les modes opératoires de demain : collectifs, mutualisés et transdisciplinaires sur un même territoire**. Le programme permet également de relancer le dialogue avec les institutionnels locaux : services de la ville, département, métropole, région, en entrant par les thèmes, jeunesse, environnement, solidarité, voire les trois à la fois.

5. Pertinence & plus-value du PGC

→ Une exception dans le paysage des dispositifs vers les jeunes & Un programme à haut potentiel, créateur de « liens de transitions » entre les thématiques, les acteurs, les générations

Les acteurs interrogés lors de la collecte de l'évaluation et quelques jeunes ont bien compris le caractère unique du PGC, et ce à plusieurs titres, car ce programme permet selon eux de :

➤ **Passer à l'action en liant trois axes forts : jeunesse, solidarités et questions climatiques**

Ainsi, pour France Volontaires, membre du Comité de pilotage, la plus-value du programme est de « développer une offre concrète d'engagement pour le climat à destination des jeunes » et « d'inciter au **décloisonnement des réseaux et des familles d'acteurs** qui ont des difficultés à travailler ensemble »

Les acteurs relais ont bien compris l'intérêt de se positionner sur un programme qui leur permet de faire le lien entre ces trois domaines. La Maison des Citoyens de Nantes par exemple, faisait déjà de l'accompagnement de jeunes sur des projets de solidarité internationale. PGC leur a permis d'élargir leur intervention au champ des enjeux climatiques : « *PGC est vraiment intégré dans notre démarche d'accompagnement, mais PGC a sa spécificité sur les questions climatiques, par rapport à d'autres dispositifs de solidarité internationale et aujourd'hui, c'est vraiment une thématique incontournable* ».

Pour beaucoup d'OSIM, habituées à faire de l'aide au montage de projet en solidarité internationale, notamment pour celles qui sont opérateurs d'appui dans le PRA/OSIM, l'intérêt de s'investir dans le PGC rejoint la préoccupation de rajeunir leurs membres et de ne recréer des liens avec la jeune génération.

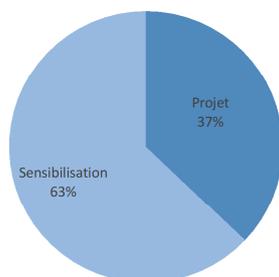
➤ **Créer des liens avec un grand nombre de domaines**

« Les projets soutenus par le dispositif peuvent cibler des domaines tels que :

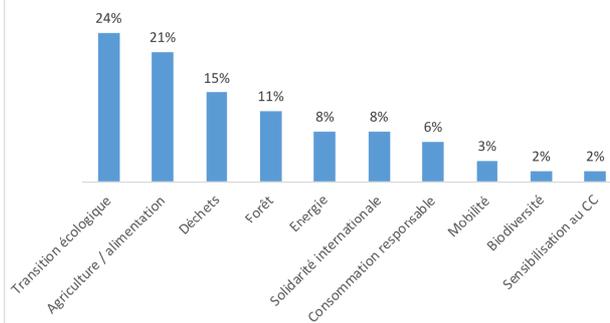
- l'agriculture / agro-écologie
 - la déforestation
 - l'énergie
 - l'eau et l'assainissement
 - la gestion et/ou la transformation des déchets
 - la préservation et la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité
 - l'écotechnologie, soit toute technologie dont l'emploi est moins néfaste pour l'environnement que le recours aux techniques habituelles répondant au même besoin »
- (Extrait du règlement Agir à l'international)

Type et thématique d'action

Type d'initiative pour l'ensemble des dispositifs



Thématiques abordées dans les initiatives lauréates



- Les initiatives lauréates sont à 63% de sensibilisation
- Les initiatives lauréates traitent davantage de sujets globaux (24% transition écologique), l'agriculture et l'alimentation sont ensuite le thème le plus abordé (21%)

➤ Permettre aux jeunes d'être à l'initiative de leur projet/mission

Ce positionnement, s'il peut sembler rajouter une difficulté dans certains cas (voir plus loin) et selon le public, est un vrai choix assumé de la part des initiateurs du programme et une vraie particularité de celui-ci.

➤ Déboucher sur un financement

La possibilité d'obtenir un financement pour concrétiser son engagement est évidemment un levier déterminant pour les jeunes, notamment pour les étudiants, vite attirés par cette possibilité, mais qui sont potentiellement amenés ensuite à faire évoluer leur projet en fonction de l'accompagnement qu'ils peuvent recevoir dans le cadre du PGC. Dans ce cas, la possibilité du financement joue le rôle de porte d'entrée.

➤ Etre présent à 3 échelles

C'est l'une des plus-values relevées par un acteur relais : « la présence d'acteurs relais sur tout le territoire, mobiliser et informer à une échelle locale et nationale et avec les projets à l'échelle internationale ».

➤ Plus-value vue par les structures relais⁴

Par exemple, Pour une structure d'accompagnement de la jeunesse, les apports sont multiples :

- « en termes d'image de marque
- Permet de développer un axe supplémentaire
- Permet de créer des passerelles avec d'autres associations
- Permet de toucher davantage de jeunes sur cet axe
- Une méthodologie partagée sur l'ensemble du territoire national »

⁴ Voir plus loin : effets sur les structures relais, p 29-30

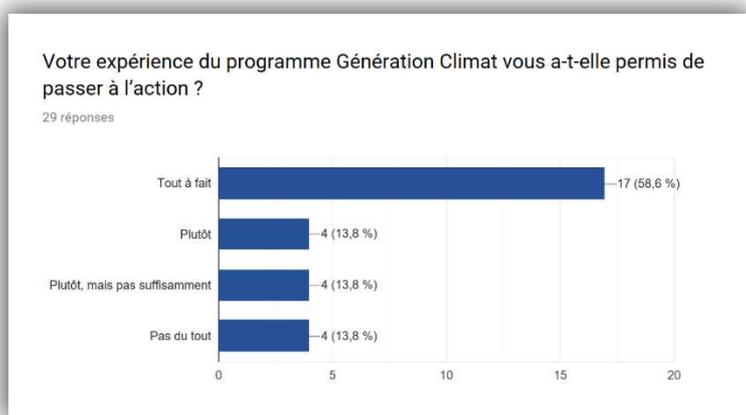
➤ Plus-value vue par les jeunes

Les jeunes interrogés⁵ ne sont pas en reste pour souligner les points positifs du programme selon eux :

- « Programme qui répond à un besoin
- Renforce l'éco-citoyenneté
- Belle opportunité
- Soutien financier assez rare pour les jeunes
- Fierté et reconnaissance par la FNH et le FORIM
- Dispositif qui facilite les échanges
- Bienveillance,
- Accessibilité, simplicité des échanges avec FNH et Forim, réactivité
- Beaucoup de retours sur les dossiers (qualité de l'accompagnement)
- Développement de compétences
- Dimension participative
- Très bien qu'un service civique puisse construire sa propre mission
- Soutien qui apporte de la légitimité (effet label de la FNH) »

Quelques retours des lauréats : effets sur les jeunes

Un questionnaire a destination des jeunes a été créé dans le cadre de cette évaluation. Malheureusement compte tenu des délais et du planning de l'évaluation, il n'a été relayé qu'une seule fois et n'a eu qu'une trentaine de réponses. Sa valeur est donc toute relative et surtout pas représentative. Nous ne le mentionnons que pour illustrer **les effets positifs du programme sur l'engagement des jeunes**, et pour montrer que conduit à plus grande échelle, ce questionnaire permettrait de valoriser davantage les effets sur les jeunes.



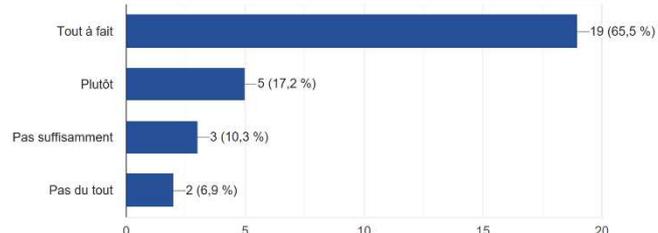
Le PGC aurait ainsi permis à 19 répondants sur 29 de **concrétiser leur envie d'engagement** en passant à l'action (17 sur 29)

⁵ Résultat de l'atelier d'échange à Lyon avec une vingtaine de jeunes lauréats ou candidats.

L'expérience PGC leur donnerait envie de poursuivre leur engagement et sous la forme associative en première réponse (22 répondants sur 29), et en partageant leurs prises de conscience (15 sur 29).

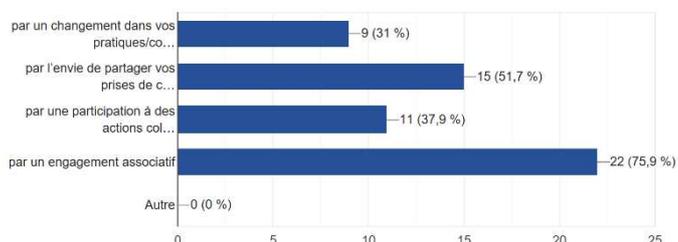
Avec du recul, vous diriez que cette expérience a permis de répondre à votre envie d'engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique en France ou dans les pays du Sud ?

29 réponses



Si oui, sous quelle forme?

29 réponses



Ce questionnaire, fragile par le nombre de répondants, peut être complété par les « verbatims » des lauréats dans leur compte-rendu de mission, puisqu'ils doivent notamment répondre, en suivant un canevas, à 3 questions :

- « Qu'est-ce que cette expérience d'engagement a apporté sur le plan personnel, professionnel, à chacun des porteurs de l'action ? »
- « Quelle suite à cet engagement souhaite donner chacun des porteurs de l'action, en termes de perspectives personnelles, professionnelles ? »
- « Est-ce que l'appui du PGC a été déterminant pour la réalisation de cette activité ou pas ? »

Parmi les effets positifs évoqués, on retrouve :

| Apports de l'expérience | Suites à donner | Appui de PGC |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la thématique - Savoir adapter son discours - Transmettre ses valeurs éco-citoyennes - Stimulation et créativité, capacité d'initiatives - Apprendre à manier des outils pédagogiques (débat mouvant, photo-langages...) - Maturité, confiance en soi - Capacité d'encadrement - Compétences logistiques (par exemple pour organiser une collecte) | <ul style="list-style-type: none"> - Envie de continuer à s'engager sur les thématiques du développement durable - Orienter son parcours professionnel vers l'éducation à l'environnement - Poursuivre l'engagement vers des publics précis comme les personnes handicapées - Devenir bénévole - Se lancer dans l'entrepreneuriat social - Mobiliser les gens autour de soi | <ul style="list-style-type: none"> - Financier - Reconnaissance - Gain de visibilité - A permis de mettre davantage d'activités en place - A permis d'avoir une légitimité auprès des structures d'accueil des activités - Permettra d'essaimer - Action n'aurait pu se réaliser sans cette aide |

| | | |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Pouvoir réaliser une action concrète - S'essayer à plusieurs tâches - Gestion de projet collectif - Possibilité de commettre des erreurs - Nombreuses rencontres - Prendre du recul et comprendre des fonctionnements de la société | | |
|---|--|--|

On pourrait cumuler les citations sur les effets qui racontent assez bien le potentiel du programme s'il était développé à une plus grande échelle : « *L'expérience chez Biocycle est une expérience riche d'enseignements. J'ai pu creuser mes convictions personnelles et les confronter à la réalité du monde associatif et m'épanouir dans une action qui me correspond. Sur le plan professionnel, j'y ai acquis des compétences de management (bénévoles, stagiaires, services civiques) et ai développé de nombreuses compétences (développement de partenariat, gestion de projet, communication...) qui seront un vrai plus quelle que soit ma direction dans le futur* » témoigne par exemple Mathieu Roger.

Ou encore Célia : « *L'organisation de ce festival a été une expérience très enrichissante personnellement et formatrice. J'ai beaucoup aimé la partie démarchage et rencontre des différents intervenants. Nous avons rencontré de nombreuses personnes et associations à Nantes que nous n'aurions pas découvertes autrement* ». Certains font déjà des liens avec leur futur métier : « *Le domaine de la médecine n'est pas directement lié, mais je pense que la réflexion sur les déchets et sur la pollution est intéressante et essentielle à mener dans tous les pans de la société* ».

Ces extraits mériteraient d'être enrichis et suivis dans le temps pour comprendre aussi les effets à moyen terme, et pourquoi pas créer un référentiel des effets du programme Génération Climat sur les jeunes qui permettraient d'en évaluer les effets dans le temps, notamment autour de cette **notion d'engagement** mise en avant, mais jamais définie ni analysée.

➤ L'attelage innovant de ses fondateurs : FNH et Forim

En cela, la FNH est fidèle à sa posture de fondation 1/ ouverte à l'expérimentation (qui a par exemple été partenaire au démarrage du Réseau de Cocagne ou du lancement des AMAP et 2/ n'entrant dans aucune case prédéfinie puisque la FNH est à la fois fondation distributrice et opérationnelle, fait du plaidoyer mais aussi de la communication grand public, tout en accompagnant le développement de réseaux sur le terrain.

La crise financière de 2014 traversée par la FNH avait mis un coup d'arrêt au financement de projets extérieurs. Une fois celle-ci dépassée, la possibilité de relancer un nouveau programme s'est à nouveau ouverte. PGC est la convergence de cette actualité, de la recherche par son coordinateur d'un partenaire différent, de confiance, qui permette de développer un axe à l'international en se démarquant des postures archaïques de solidarité internationale et pouvant s'inscrire dans le long terme. Le Forim, rencontré quelques années plutôt lors du salon des Solidarités, validait la plupart de ces attentes, en pouvant mobiliser des diasporas organisées en association.

La Déléguée du Forim à l'époque avait pour sa part, bien conscience de la nécessité de faire monter en compétences les membres du Forim sur la prise en compte des questions écologiques notamment dans les projets développés par les partenaires des OSIM. Ces dernières étaient également confrontées à l'enjeu de

renouvellement des générations en leur sein, pour « sortir d'un carcan culturel qui fait fuir les jeunes », tout en cultivant le lien avec les pays d'origine de leurs parents ou grands-parents. Il s'agit aussi d'accompagner les membres du Forim à s'ancrer sur le territoire français, à développer leur capacité de partenariats en sortant de l'entre soi et à diversifier leurs activités, notamment avec l'ECSI. Plusieurs OSIM sont déjà, à travers les PRA/OSIM⁶ des opérateurs d'appui, qui ont développé une culture de l'accompagnement dans le montage de projets (mentorat de pair à pair).

Entre les deux structures, le concept a pris vie : Mobiliser des jeunes issus des migrations en leur offrant la possibilité d'être à l'initiative et d'être accompagné dans le montage de leur projet de solidarité, tout en les sensibilisant et les faisant monter en compétences sur les enjeux climatiques.

L'enquête de 2015 auprès d'une centaine de jeunes issus des migrations a validé leur conscience des enjeux plus globaux, leur volonté de s'engager, mais a également pointé leur besoin d'être accompagné pour le faire.

La même année, la tenue de la COOP21 à Paris met un coup de projecteur inédit sur la nécessité d'une mobilisation de tous les acteurs à l'échelle mondiale.

Cette forte convergence de l'actualité des structures, de l'actualité des enjeux, de la pertinence du concept dans un contexte international et national brûlant, explique peut-être, avec un regard rétrospectif, l'ambition très forte qui est venue surchargée d'intentions -louables- mais d'envergure, la rédaction d'un programme « prototype » inédit⁷.

PGC a dû et a su, au cours de ces trois premières années, régulièrement s'assouplir⁸, pour mieux s'ajuster à la réalité des publics visés, des acteurs mobilisés, et des moyens disponibles. C'est ce processus d'ajustement que cette évaluation explore, en sachant qu'un programme de ce potentiel ne s'implante pas en deux ans.

⁶ Programme d'appui aux projets des organisations de solidarité internationale issues de l'immigration (PRA/OSIM) qui cofinance et accompagne des microprojets de développement local portés par des OSIM.

⁷ En vue aussi de son financement.

⁸ Ce qui expliquera aussi les écarts dans les réalisations avec les actions annexes prévues comme la capitalisation ou l'étude prospective.

Partie 2 : L'enjeu de la « transition » du PGC : Mieux partager sa « promesse » en amont et cumuler les preuves de sa pertinence en aval

1. Rôle de la Coordination nationale : piloter et « accompagner les accompagnateurs »

1. La mise en place du réseau et du parcours d'engagement

Sans revenir sur l'historique du programme, développé dans le compte-rendu intermédiaire à l'AFD, notons qu'une bonne moitié de la première phase a été consacrée à

- La conception du parcours d'engagement
- La création des outils de conventionnement avec les acteurs relais et des dossiers de candidatures des jeunes
- La création des outils de communication (dont le site qui a pris plus de 6 mois)
- La création des outils pédagogiques
- L'identification, la mobilisation et la transmission des fondamentaux du programme aux acteurs relais, dont l'effectif a été presque doublé par rapport à ce qui était prévu.

Par « fondamentaux », il faut entendre autant le visible (établissement des conventions, transmission des outils etc.) que l'accompagnement « invisible » nécessaire pour la transmission des principes et de « l'esprit » du programme, pour répondre aux demandes et aux rectifier les erreurs de compréhension etc. Au cours de cette phase les échanges autant descendants que ascendants, des acteurs relais vers la coordination nationale ont été nombreux. A la FNH, un poste a été ouvert au 4/5^{ème} pour gérer le programme (coordinateur à 1/3 de son temps), à partir de juillet 2016. Le Forim ne pourra dégager qu'un mi-temps du chargé de mission pour l'opérationnel, appuyé par le délégué général et une chargée de communication.

6 mois de retard ayant été pris pour le site Internet avec le choix de ne commencer le lancement du programme que de façon dématérialisée, l'ouverture des premiers appels à candidatures ont été concentrés sur le second semestre 2017.

2. Un premier outillage très apprécié, à compléter

Pour réaliser leur mission, les acteurs relais se sont vus remis, en plus d'une **rétrocession financière de 2000 €**, un certain nombre d'outils pour faciliter leur appropriation du programme : **fiches thématiques, vidéos témoignage, tutoriels, outils d'animation...** ainsi que le site Internet dédié : www.generation-climat.org



Le **kit de communication** comportait Kakemono, flyers, affiches, et bannière. La stratégie de communication a été relativement simple en amont : Pour le lancement du site GC et des appels à projets par diffusion d'un communiqué de presse (Réseaux FORIM, FNH, jeunesses, AR, Presse) et en aval, avec une valorisation des initiatives soutenues (Sites, RS, Vidéos, CP).

Les acteurs relais se sont diversement servis des outils, en fonction de leur typologie. Les acteurs proches des jeunes et/ou dans la thématique de l'environnement ont plutôt préféré utiliser leurs propres outils. Pour ceux qui n'en disposaient pas, les outils proposés ont été les bienvenus. Les **témoignages vidéos** ont été largement appréciés, permettant d'amorcer la communication de « pair à pair ».

En revanche, pour les acteurs ayant un public de jeunes plus en difficulté, l'identification semble moins fonctionner avec le témoignage des jeunes déjà très engagés des vidéos témoignages. Les outils ont été diffusés mais la coordination n'a pas eu le temps, dans cette première phase, de mieux accompagner les acteurs relais dans leur usage des outils.



La coordination nationale a réalisé une « **boite à outils pédagogiques** » pour le PGC, qui se matérialise par une liste d'outils, notamment des jeux avec un descriptif d'usage et de sens, et surtout les informations utiles pour se les procurer (notamment lorsqu'ils sont mis à disposition en ligne sur Internet). Cette base a été enrichie des références de jeux éducatifs et interactifs sur les enjeux climatiques par les structures relais, pour partager et valoriser aussi ce qui existe déjà. On y trouve notamment la Fresque du Climat qui a été testée lors du séminaire des acteurs en février 19.

Les acteurs relais, toujours en attente d'outils « clé en main », de kits, attendent encore plus de supports de communication adaptés à différents types de public et apportant des informations ciblées par type d'acteur (ex : plaquette de présentation pour les autres acteurs du territoire, plaquette détaillée à destination des jeunes...) ou encore selon les différents formats d'intervention (stand, présentation plus académique, jeu etc.).

3. L'accompagnement des jeunes après le dépôt des dossiers : la CN « relais des relais »

Le fonctionnement du programme a voulu qu'une fois le dossier déposé par les candidats, c'est la coordination nationale qui reprend le contact directement avec eux. Or, ce qui devait être une mission d'instruction est aussi devenue une mission d'accompagnement en direct des candidats par les deux chargés de mission, avec donc une charge de travail supplémentaire - et peu visible. Ce travail d'instruction nécessite parfois d'amener les lauréats à présenter différemment leur dossier pour qu'il soit éligible (par exemple, le dossier accompagné par l'Office Mulhousien de la Jeunesse sur l'Escape Room SOS Neptune, a dû évoluer pour que la demande porte sur le déploiement de l'outil et non sur le déplacement vers la Bretagne). Ces ajustements prennent du temps.

Agir en France 1^{ère} session 2018



GÉNÉRATION CLIMAT

N°234

Escape Room SOS Neptune

➔ Création d'un outil pédagogique de type escape room dans le cadre de la rencontre avec l'association Graine d'Océan en Bretagne afin qu'il soit déployé auprès de jeunes mulhousiens

- ❖ 7 jeunes entre 20 et 28 ans, 4 réfugiés syriens et 3 étudiants de Mulhouse
- Toute au long de l'année scolaire 2018-2019
- Mulhouse (réseau structures jeunesse)
- Les jeunes des quartiers prioritaires de Mulhouse
- 1 000/6100 €

- ❖ Association Aumônerie les Cigales



Etant donnés les faibles montants de l'enveloppe des acteurs relais (2000€) la coordination nationale ne s'est pas trouvée en mesure « d'en demander plus aux structures relais », notamment dans l'accompagnement des jeunes. Cela peut aussi être interprété en partie comme un signe du manque d'appropriation du programme par certaines structure relais, en tout cas comme un déséquilibre dans le fonctionnement du programme entre ce qui était prévu au démarrage et la réalité à ce jour.

Cela étant dit cette phase d'accompagnement permet aussi d'ajuster le programme et de créer des liens directs avec les jeunes. Désormais, la structure relais est remise en copie des échanges entre la coordination nationale et le jeune, afin de monter elle-même en compétences dans l'accompagnement au montage du dossier tel que demandé dans ce programme et de conserver plus de lien avec les jeunes qu'elle a pu accompagner.

4. Les séminaires des acteurs : des temps d'échanges prisés mais insuffisants

Les 3 séminaires d'acteurs relais – Rambouillet (dédié à la présentation détaillée du programme et à l'interconnaissance du réseau), Lyon (remontées des difficultés de déploiement, partage des questions/réponses entre les AR, mais aussi temps formatif avec l'intervention d'un expert sur les déchets et présentation de jeux d'animation) et Valence (investi en temps de co-évaluation) – ont été des espace-temps structurants :

- Verticaux entre les AR et la coordination nationale : d'appropriation des messages et subtilités de ce programme, et de remontées du terrain pour le pilotage notamment sur la connaissance des publics et sur les ajustements nécessaires.
- Horizontaux au sein du réseau : d'interconnaissance et partage de pratiques / difficultés / réussites, ce qui permet également de tisser des liens entre les acteurs.

Néanmoins, n'arrivant qu'une fois par an, ces temps collectifs surchargés d'attentes et d'intentions, sont souvent insuffisants pour traiter de tous les sujets, approfondir sur les modalités de déploiement des dispositifs, amorcer des partenariats, se former (notamment avec la présence d'experts comme Marc Dufumier), évaluer, capitaliser, passer des moments conviviaux etc. C'est ainsi par exemple que les ateliers sur le genre ou sur le service civique ont été insuffisants pour permettre réellement aux acteurs relais de s'en saisir.

→ La Coordination nationale reconnaît elle-même un manque d'appropriation des enjeux et des outils du PGC par un grand nombre d'acteurs relais, qui se traduit par une absence de candidatures aux dispositifs⁹ par certains AR, par une présentation du programme uniquement comme une opportunité financière ou encore, au séminaire 2019, par une forte attente d'outils (kits de toute sorte), d'échanges, de précisions, mais aussi de reconnaissance.

→ Ce manque d'appropriation s'explique aussi par le manque de présence sur le terrain par la coordination nationale, faute de temps. La fonction animation du réseau a été fortement sous-évaluée dans la phase 1 du programme, et plus largement la charge de travail, rendant difficile toute prise de recul sur la stratégie et surtout limitant l'anticipation : à une instruction a succédé l'organisation d'un jury et d'un séminaire d'acteur relais, puis l'écriture d'un rapport intermédiaire, puis d'un travail sur le suivi avec le COTA, tout en poursuivant l'animation de réseau, le suivi administratif et financier du programme, les actions de communication etc. Le pilotage se fait dans l'urgence faute de temps, et le suivi écrit du programme s'en ressent (retard dans le classement des dossiers, retard dans la mise à jour des données, pas de reporting chiffré mensuel ou trimestriel, pas de fiche par territoire, pas de compte-rendu écrit des séminaires ou des comités de pilotage, pas d'analyse en dehors du rapport intermédiaire AFD, pas de co-production avec le réseau ou avec le comité de pilotage etc...).

⁹ Mais l'inverse n'est pas vrai : certains acteurs n'ont pas de candidatures mais se sont bien appropriés le programme comme le CABV par exemple.

2. Acteur relais : orchestrer la diversité pour dégager sa richesse

Le réseau PGC constitué au cours de cette première phase, n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière et nécessitera d'être plus accompagné pour se consolider et donner toute sa portée au programme.

A. Typologies et postulat de départ

A l'image du partenariat innovant entre la FNH et le Forim, le réseau à créer ne pouvait qu'être atypique. Le postulat du programme est justement de **faire émerger complémentarité et richesse en amenant des structures de domaine, de culture, et de modes opératoires différents à travailler ensemble**, pour peu qu'elles se retrouvent sous le même parapluie de valeurs portées par le Programme Génération Climat.

En septembre 2016, une première réunion d'information sur le programme est organisée, après diffusion de l'appel à manifestation d'intérêt dans les réseaux respectifs de la FNH et du Forim. « *La grande diversité des acteurs se traduisait déjà dans la diversité des jargons présents entre les « CPIE », les « ECSI » ... Entre les acteurs de l'environnement, de la solidarité, de l'accompagnement jeunesse, il a fallu traduire, mais ils avaient tous envie de travailler ensemble* » se souvient le coordinateur de la FNH.

Une autre « promotion » d'acteurs relais a été recrutée en 2^{ème} année, avec l'idée de consolider le réseau avec des acteurs reconnus territorialement et faisant déjà de l'accompagnement de jeunes en solidarité internationale. Ce fut notamment le cas de Cap Solidarités à Lille, de TerrAfrik à Toulouse ou encore de la Maison des citoyens du Monde à Nantes. Les acteurs « 2^{ème} génération » ont aussi été choisis pour leur juste compréhension de la posture attendue dans le programme (voir plus loin).

Pour le responsable à la FNH, « il s'agit d'élargir la vision des structures » et qu'elles aient « le réflexe d'aiguiller les jeunes vers une autre structure ayant une compétence complémentaire » et finalement de « travailler plus largement en mode pluri-acteurs ».

B. Des niveaux très disparates :

i. Différence de publics, différences de modes d'accompagnement des jeunes

Si, à la fin de cette phase 1, 21 structures relais ont bien été identifiées et intégrées au programme, celui-ci n'ayant que deux ans, il n'y a pas encore suffisamment de « faire ensemble » pour compenser les difficultés liées à la disparité des structures.

Typologie des structures relais

| | |
|------------------------------------|--|
| ENVIRONNEMENT (et jeunesse) | 3PA CPIE Pays de Vaucluse CPIE APIEU REFEDD |
| JEUNESSE | Office Mulhousien de la Jeunesse Espace Paris jeunes Davout Espace Paris Jeunes Belleville Etudiants & Développement Anciela CABV |

| | |
|--|--|
| <p><u>SOLIDARITE INTERNATIONALE</u></p> | <p>Maison des citoyens du Monde Cap Solidarités Coeur de Fouta Terrafrik Alternatives PaFHa Migrations & Développement CAGF COSIM Auvergne-Rhône -Alpes COSIM Occitanie CBF COSIM Nouvelle Aquitaine</p> |
|--|--|

Comme on le rappelle à la Coordination nationale : « *On n’a pas jouer la facilité dans ce programme en prenant des acteurs aussi différents. L’idée n’est pas forcément de faire du chiffre mais d’aller chercher quelques pépites dans les projets des jeunes* ».

On ne peut faire de généralités concernant les structures relais, celles-ci se distinguant en fonction de leur domaine d’intervention, de leur taille, de leurs connaissances ou non des questions d’environnement et de solidarité internationale, et surtout de leurs liens (ou absence de liens) avec le public « bénéficiaire direct » du programme : les jeunes.

Diversité des publics

D’après les témoignages des acteurs relais, les publics semblent assez polarisés entre un groupe de jeunes en difficulté, qui serait éloigné de ce type de dispositifs, dans leurs préoccupations et leur capacité à y répondre, et de l’autre côté un public plutôt étudiant, déjà sensibilisé, voire engagé.

Les quelques statistiques remontés des dossiers de candidatures des lauréats permettent de montrer des profils un peu plus nuancés. Ainsi, 47% des lauréats déclarent s’engager pour la 1^{ère} fois avec Génération Climat. La moitié des lauréats ont entre 21 et 25 ans. La répartition par genre¹⁰ serait plutôt équilibrée (50% hommes 50% femmes parmi les lauréats). En France, sans surprise, les initiatives sont conduites massivement en Ile-de-France et en Région Rhône-Alpes.

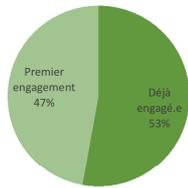
En réalité, la catégorie « jeune » n’existe que par sa diversité et l’une des difficultés du programme est justement de pouvoir répondre à tous les cas de figure : public en réinsertion, demandeurs d’emploi, jeunes éloignés des problématiques, jeunes déjà sensibilisés mais pas engagés, étudiants du supérieur ou en filières techniques, lycéens, jeunes bénévoles déjà engagés dans une association...

L’ambition de PGC est de pouvoir justement mixer les publics, ce qui peut être atteint par exemple dans la configuration où un jeune porteur de projet, souvent bien sensibilisé et ayant déjà vécu une expérience d’engagement, monte son projet mais entraîne avec lui quelques camarades pour lesquels en revanche, il s’agit d’un premier engagement.

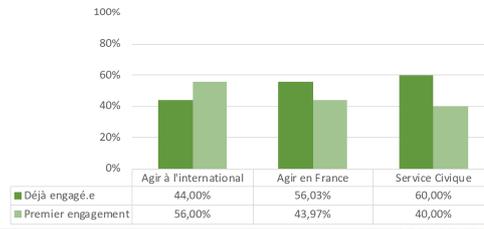
¹⁰ Il n’y pas eu de diagnostic genre plus poussé à l’échelle du programme même si l’attention est portée dans les règlements des dispositifs : par exemple dans le règlement Agir à l’international.

Premier engagement

Génération Climat comme premier engagement chez les jeunes

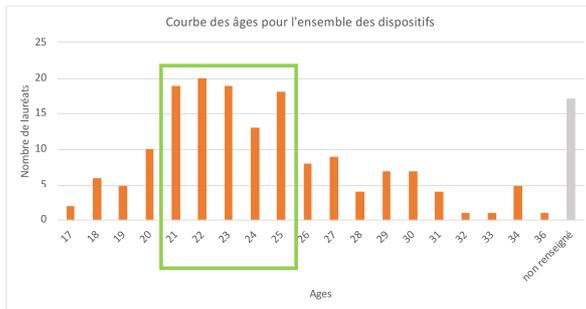


Génération Climat comme premier engagement chez les jeunes, par dispositif



47% des lauréats s'engagent pour la première fois avec Génération Climat

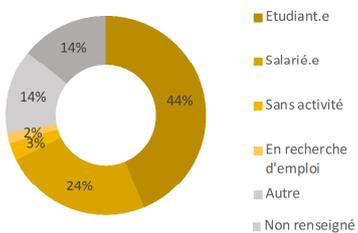
Courbe des âges



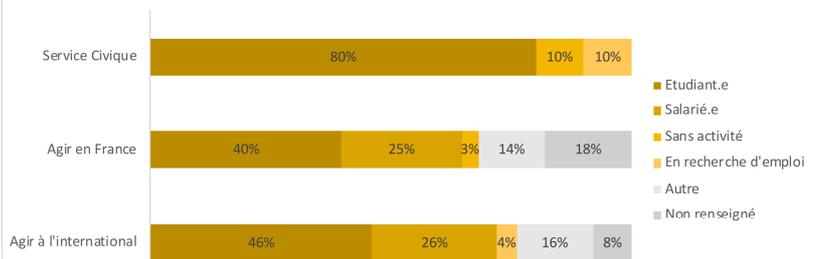
• **51% des lauréats ont entre 21 et 25 ans**

Situation des lauréats

Situation des lauréats pour l'ensemble des dispositifs

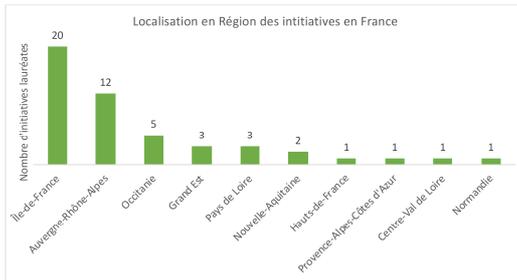


Situation des lauréats par dispositif



- **44% des lauréats sont étudiants lors de la candidature**
- **En service civique, 80% sont étudiants**

Localisation en France (Agir en France et en Service Civique)

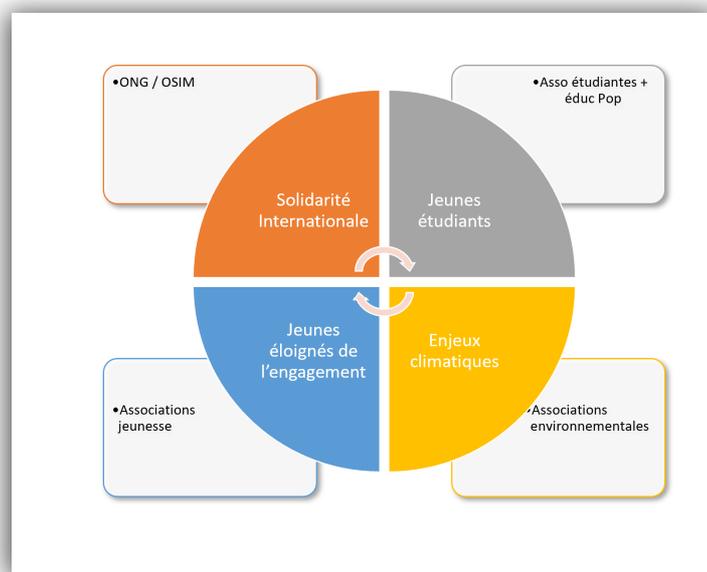


- Les lauréats agissent massivement en Île-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes

ii. Connaissance des thématiques de SI et/ou d'environnement

La maîtrise très inégale des thématiques et des publics du PGC est une conséquence directe de la typologie disparate des structures relais du programme. C'était aussi le pari de faire monter en compétences les acteurs relais eux-mêmes... sous réserve d'un travail en complémentarité, qui lui mettra plus de temps à se mettre en place. On peut toutefois se questionner sur ce postulat : des structures qui sont censées monter elles-mêmes en compétences peuvent-elles d'ores et déjà légitimement accompagner des jeunes sur les mêmes dimensions ?

La complémentarité et l'agir ensemble ne se décrètent pas et les attentes des acteurs relais d'être formés et accompagnés sur ce point se sont exprimées pour la troisième année lors du séminaire des acteurs relais.



En revanche, et c'est un constat partagé au niveau de la coordination nationale, la typologie des acteurs relais ne joue pas en faveur ou en défaveur de leur capacité à porter le PGC. C'est davantage leur posture qui joue comme facteur capacitant ou limitant.

iii. Un parcours d'engagement, trois dispositifs... 21 versions : Entre souplesse du cadre et manque de lisibilité du rôle attendu

Si l'on interrogeait sur le sens donné aux trois mots « mobilisation » ; « sensibilisation », « accompagnement », il est fort à parier que nous aurions autant de définitions que de parties prenantes. Même « engagement » au cœur du sujet du PGC est parfois compris comme un fin en soi (« favoriser l'engagement des jeunes » ou « parcours d'engagement »), parfois comme un moyen (« cadre ou levier d'engagement »)...

Au-delà de la sémantique, ce sont des réalités très différentes que l'on trouve développées par les acteurs du programme¹¹.

Certains font un atelier de sensibilisation en distribuant quelques plaquettes d'information du PGC sur une table au milieu d'un forum de rentrée avec 200 étudiants et indique ce nombre comme « participants » ; d'autres font déjà de l'accompagnement individualisé à cette étape du parcours en donnant une information très ciblée et en créant des liens sur mesure avec l'idée, l'envie ou le centre d'intérêt du jeune interlocuteur...

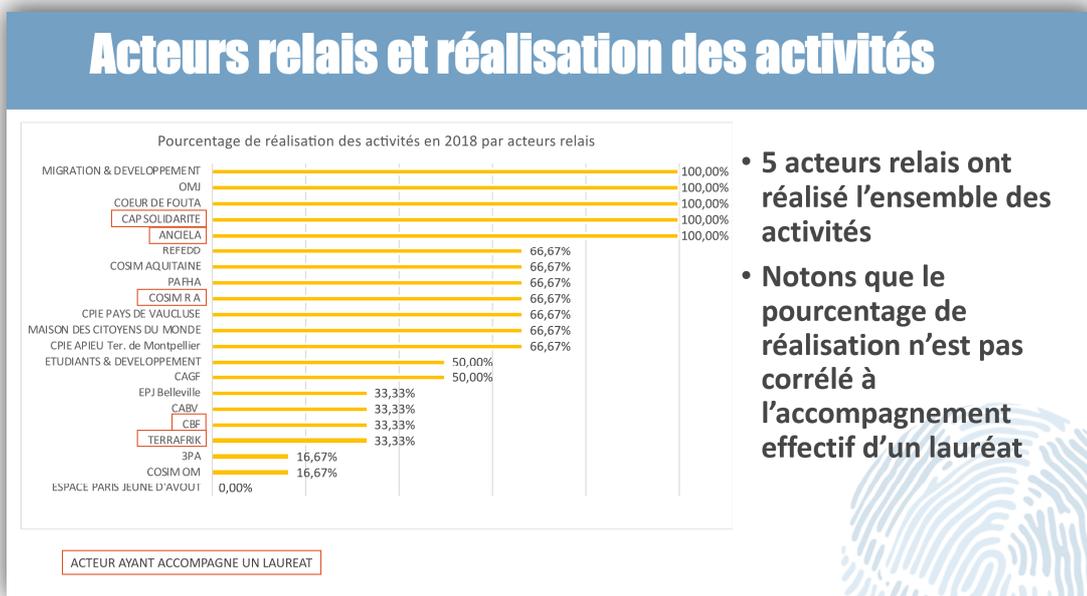
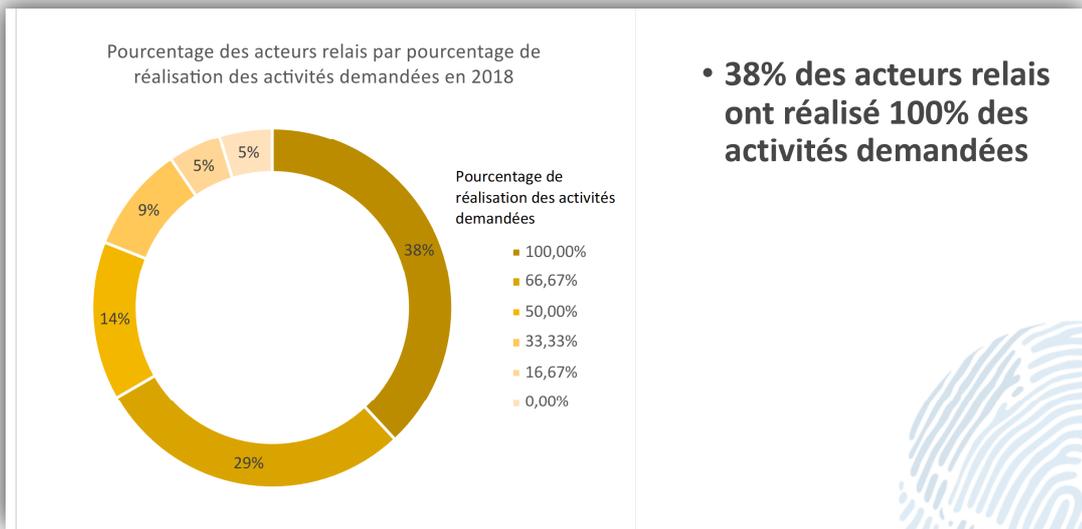
Entre les deux, des acteurs relais essaient d'intéresser « leurs » jeunes en partant d'ateliers collectifs et en présentant le programme. Là encore, certains partent d'une présentation des objectifs et des dispositifs – qui peuvent vite « effrayer » selon le public- quand d'autres organisent une rencontre avec une vingtaine de participants alternant des informations, des jeux sur les enjeux climatiques, des témoignages d'autres jeunes qui se sont engagés (avec PGC ou pas), et des rencontres avec des associations avec lesquels ils peuvent interagir, le tout en invitant d'autres organisations du territoire (notamment les institutionnels dans le cas de Cap Solidarités).

Certains ne font que « flécher » un projet de jeune accompagné vers PGC (« *Si le projet aborde la question climatique, on leur parlera de PGC* »). Dans ce cas, « l'accompagnement » s'apparente à de l'aiguillage minimaliste vers une opportunité de financement parmi d'autres. D'autres acteurs expliquent partir dans leur accompagnement de l'intention ou envie du jeune et le faire cheminer par une série de questionnement sur sa vision de la société et du changement social auquel il espère pouvoir contribuer. (« *Si le projet traite des déchets, par exemple, on peut le faire évoluer qualitativement sur la résilience des populations (ODD13)* »).

Pour certains, PGC s'inscrit exactement dans leur activité (comme Anciel à Lyon), et ne nécessite pas un investissement particulier, ce qui peut cependant être à double tranchant pour la visibilité du programme. D'autres, comme quelques OSIM gérées bénévolement, organisent des réunions spécifiques, ce qui leur demande un réel effort d'organisation et de mobilisation. Comme le constate la coordination nationale : « *On leur a demandé de développer les 3 dispositifs, mais dans la réalité, certains font ce qu'ils faisaient déjà, d'autres s'en sont vraiment saisis* ».

Par ailleurs, les acteurs relais ayant déployé toutes les activités du parcours prévues dans le parcours d'engagement sont encore minoritaires selon les derniers chiffres réunis par la coordination nationale :

¹¹ D'après la lecture des comptes-rendus d'activité des acteurs relais.



C. Un seul statut pour des configurations locales/nationales

Un seul « statut » avec le même conventionnement a été prévu à l'origine pour construire le cahier des charges des acteurs relais, alors même qu'on pariait sur leur diversité. Ainsi la même appellation sert pour une OSIM bénévole et pour un réseau national comme Etudiants & Développement ou Refedd, ou encore pour une structure qui remplira à minima son cahier des charges, « faute de jeunes mobilisés » et une structure qui pourra créer des partenariats, des événements spécifiques et accompagner plusieurs jeunes jusqu'au bout de leur parcours dans le cadre du programme...

- ⇒ **La coordination nationale a pris toute la mesure de ce différentiel à la fin de cette phase 1 et proposera un nouveau conventionnement aux structures relais plus adapté aux réalités** (voir plus loin).

D. Effets sur les structures relais et sur leur posture dans PGC

Pourquoi autant de décalage dans la mise en œuvre du programme ? Pourquoi certains AR de taille nationale et dans le domaine de la jeunesse et/ou du DD ne présente aucun dossier de candidat mais arrivent à parler de PGC à 200 étudiants, alors que d'autres structures, parfois bénévoles, n'arrivent à n'en mobiliser qu'une dizaine, mais peuvent en accompagner plusieurs jusqu'à devenir lauréat ?

« Certains n'ont pas compris, d'autres n'ont pas vu l'intérêt, ce n'est pas toujours une priorité pour leur structure, d'autres n'ont que des bénévoles, ou encore le manque de financement proposé... » analyse la coordination nationale du PGC, avant de s'accorder sur un vrai critère d'appartenance ou pas au programme : **la posture de l'acteur relais à l'égard de la promesse du programme**. « Certains ne dépasseront pas le rôle de prestataire du programme alors que d'autres s'en saisissent pour aller plus loin » et encore « étant donnée la réalité du réseau, son hétérogénéité, il est inévitable d'avoir des leaders, et d'autres qui ont plus de mal, et cela n'a rien à voir avec la typologie de structures ».

La qualité et la cohérence de l'investissement des acteurs relais dans le programme sont aussi les conséquences de la compréhension qu'en a la structure. Ainsi la COSIM Auvergne-Rhône Alpes, malgré son fonctionnement bénévole, a joué le jeu du rapprochement avec Anciela et de l'accompagnement de quelques jeunes. Elle s'est même investie dans l'accompagnement d'un projet de permaculture en France, sans lien avec une quelconque appartenance communautaire ou une dimension internationale. Quelques structures relais de la « première génération », n'ont quant à elles, manifestement aucun intérêt pour les enjeux climatiques autre que celui de l'opportunisme du programme. Pour d'autres, il peut s'agir d'un certain isolement dans leur propre association, qui ne leur permet pas de porter plus loin le potentiel du programme.

Les AR qui ont saisi la « bonne » posture ne présentent pas PGC comme une fin en soi ou comme seulement un dispositif financier (« si le projet aborde les questions climatiques, on lui présente PGC » décrit l'une des structures interrogées...), mais bien comme un moyen de cheminer à partir d'une conviction ou d'un intérêt, pour les jeunes, mais aussi pour les organisations : créer du lien (mot qui revient très souvent dans les entretiens menés), ouvrir des portes, avancer sur les thématiques. Littéralement, « Transition » signifie : passage graduel entre deux états. C'est donc une dynamique, une progression.

Lors du dernier séminaire en février 2019, les acteurs relais ont eu à répondre à 3 questions :

- 1/ quelle est d'après eux, la valeur ajoutée du programme
- 2/ quel est l'apport du programme pour leur structure
- Et enfin 3/quelle est leur contribution au programme

La confusion des deux premières questions par quelques-uns est déjà un élément de réponse en soi.

Parmi les effets/apports pour les acteurs relais, on retrouve les dimensions suivantes :

Effets sur les acteurs relais

- **Amener de la réflexion à l'intérieur des structures sur les enjeux climatiques**
- **Se renouveler :**
 - nouveaux publics
 - nouvelles thématiques
 - nouveaux contacts
 - nouvelles opportunités
- **Amener de la transversalité entre des thématiques travaillées dans la structure ou sur son territoire**
- **Capacité d'échanges entre acteurs relais de type différent et questionnement des pratiques**
- **Effet de reconnaissance et de valorisation**

➤ **Amener de la réflexion à l'intérieur des structures sur les enjeux climatiques**

Plusieurs OSIM ont répondu par cet effet de prise en compte accru des enjeux climatiques. Elles y voient souvent l'intérêt d'approfondir la thématique : « *Etant opérateur d'appui, ce programme centré sur une thématique nous permet de prendre en compte d'une manière soutenue les enjeux du réchauffement climatique. C'est un sujet qu'on survole parfois dans nos activités. Avec ce programme nous avons un nouveau regard sur le sujet* » ou une autre relève « *Une compréhension plus approfondie des enjeux climatiques et la promotion du développement durable* ».

Cette prise en compte se traduit concrètement dans l'accompagnement d'autres projets comme dans le cadre du PRAOSIM, en amenant les porteurs de projet à se questionner sur ces aspects et si possible à améliorer leur projet dans ce sens, par petites touches (par exemple en choisissant des panneaux solaires plutôt qu'un groupe électrogène ou en sensibilisation les populations autour du projet).

Au sein du Refedd, PGC a amené à « *réfléchir à la façon de vulgariser les questions climatiques, notamment en faisant le lien avec d'autres thématiques et à sortir de la seule activité d'envoyer une délégation à la COP* ».

➤ **Se renouveler : Nouveaux publics, nouvelles thématiques, nouveaux contacts, nouvelles opportunités**

C'est un avantage récurrent reconnu par les structures relais qui ont joué un tant soit peu le jeu de l'ouverture dans le cadre du programme. L'une d'entre elles répond dans le questionnaire : « *C'est un **thème qui rassemble** et qui permet de **diversifier mes activités** et de **toucher de nouveaux acteurs** hors de notre réseau.* » avant d'ajouter sur la question de l'apport à sa structure « *Apport en **compétences transversales** et la capacité de **toucher des publics différents**, notamment les jeunes ou des **acteurs qu'on aurait pas approché en temps normal*** ».

Ce fut le cas par exemple pour CAGF qui raconte au cours de l'entretien avoir contacté le directeur de la Fondation Energie pour le monde, pour un atelier dans le cadre de PGC : « *Il était très curieux d'être appelé*

par une association comme la nôtre et il est venu! Depuis, on a initié un projet d'électrification rurale et on les a sollicités pour un accompagnement technique de ce projet, c'est en cours de discussion. Mais ils étaient très intéressés par PGC".

En fonction de leur typologie d'appartenance, le programme amène une complémentarité ou permet de combler un manque :

Pour les OSIM, l'apport est souvent de pouvoir mobiliser les jeunes, ce qui est un vrai enjeu pour certaines d'entre elles : *« le programme permet de favoriser le contact, de les rencontrer et de les informer, car nos actions au niveau de la ville et de la région sont limités avec les jeunes ».*

Pour une structure d'accompagnement de jeunes en insertion, l'apport se trouve dans la « création d'un réseau SI/DD, dans la découverte de nouvelles structures et nouveaux partenariats et dans la rencontre de jeunes motivés pour s'engager dans la Transition ».

➤ **Amener de la transversalité entre des thématiques travaillées dans la structure ou sur son territoire**

C'est le cas cité par exemple par Refedd, qui avec PGC essaie de faire un lien en interne entre ses pôles climat et alimentation. Ce qu'on retrouve aussi avec Cap Solidarités qui a pu inviter trois services de la ville de Lille à son atelier d'échanges : Relations internationales, Développement durable et démocratie participative, ainsi que La Métropole Européenne de Lille (MEL) avec son appel à projets « Mets la transition dans ton quartier ».

Ces prises de conscience imprègnent d'autres activités d'une structure, jusqu'à devenir transversales. C'est le cas, par exemple de l'Office Mulhousien de La Jeunesse qui fait des animations de sensibilisation sur ces questions, en plus d'accompagner les jeunes (de façon informelle dans les conseils donnés aux jeunes dans l'accompagnement au montage de projet). Ce n'est pas nécessairement un effet direct de PGC mais il contribue à ce changement en le facilitant.

Une OSIM relève également le lien que PGC lui permet de faire avec les ODD, positionnement également adopté par Cap Solidarités qui regrette d'ailleurs que le lien ne soit pas davantage valorisé au niveau national, notamment avec l'ODD 13 concernant la résilience des populations.

➤ **Capacité d'échanges entre acteurs relais de type différent et questionnement des pratiques**

C'est dans cet effet, même si on n'en est qu'aux prémises, que s'éprouve la richesse potentielle du réseau PGC issue de sa diversité, en particulier lors des séminaires des acteurs relais. Rassemblés sous la même « étiquette » de leur rôle dans le programme, les structures peuvent alors échanger entre elles sur leur mise en œuvre concrète du programme, sur leurs difficultés mais aussi sur leurs solutions et leurs « bonnes » pratiques. Certaines vivent même des déclics de compréhension en écoutant leurs « pairs ». Ce fut le cas pour 3PA lors de la rencontre organisée à Toulouse en écoutant notamment TerrAfrik détailler sa façon de partir de l'intérêt ou de l'envie des jeunes pour les accompagner à se poser des questions sur la prise en compte de l'environnement dans leur projet. 3PA, avec un public de jeunes pourtant sensibilisés aux questions écologiques, mais en difficulté et éloignés a priori des dispositifs d'engagement, n'arrivait pas les mobiliser dans PGC avec un format de présentation classique du programme.

Pour d'autres, comme COSIM ARA, Anciela et CABV rassemblés à Lyon pour un atelier d'échanges dans le cadre de l'évaluation, ce fut l'occasion de débat de fond passionnant sur les subtilités de la posture de

l'accompagnateur de jeune : ses limites, sa capacité d'influence, et sa nécessaire déontologie. Ce métier est questionné dans le cadre de PGC : jusqu'où peut-il aller dans l'accompagnement du projet du jeune pour le questionner sur la prise en compte des enjeux climatiques ? Comment l'amener à prendre en considération ces questions sans transformer son projet « pour rentrer dans les clous du programme » ? etc.

⇒ **PGC pourrait être producteur de savoirs communs sur ce sujet.**

➤ **Effet de reconnaissance et de valorisation**

Être reconnu sur son territoire ou par ses partenaires comme relais du programme Génération Climat « de la Fondation Hulot » n'est pas le moindre apport du PGC pour les acteurs qui le mettent en œuvre. Prestige et notoriété du nom, dimension nationale... appartenir au « réseau » PGC peut avoir un **effet levier** auprès d'autres partenaires financiers ou opérationnels.

Pour de petites structures bénévoles comme certaines OSIM, outre l'apport financier, c'est surtout une compensation symbolique qui est soulignée : « PGC est un dispositif qui renforce **l'attractivité de notre structure** ».

C'est aussi, nous disent Cap Solidarités dans les Hauts-de-France, l'OMJ à Mulhouse ou encore MCM à Nantes, une **reconnaissance d'une compétence -et une légitimité-** à traiter des questions environnementales pour ces structures, qui de nom et/ou de métier, n'étaient pas positionnées sur ce champ. Enfin, PGC amène de la **visibilité**. Pour l'OMJ, « cela permet de valoriser le travail d'accompagnement qui est fait mais qui reste invisible. »

- ⇒ **Valoriser les effets positifs du PGC sur les structures relais devrait permettre de compenser la faible enveloppe financière en montrant les avantages non monétaires qu'en retire aussi la structure relais. Il s'agit ainsi de passer d'une perception d'un programme générateur d'opportunités à un programme générateur d'opportunités (pour les structures et pour les jeunes).**
- ⇒ Il se trouve en l'occurrence que **ces effets sont également des facteurs de réussite du programme**, ce qui devrait à terme, permettre de ne pas boucler la boucle vertueuse mais de la transformer en spirale.
- ⇒ **Ces effets positifs sur les acteurs pivots qui le développent sur les territoires démontrent encore une fois le potentiel de PGC pour être un programme de transition des modes opératoires (transversalité, complémentarité, pluri-acteurs, pluridisciplinaire vs silo) et des façons de travailler ensemble sur les territoires.**
- ⇒ **Demeure la nécessité en phase II, de consolider le réseau PGC autour d'acteurs solides, sans pour autant laisser de côté ceux qui se sont déjà engagés, mais de limiter les écarts dans les postures et les accompagnements.**

3. Un programme « apprenant »

Le fait de s'intéresser au processus de changement et pas seulement aux résultats, aux acteurs et pas seulement aux actions, permet de mieux comprendre – et prendre en compte- ce qui se joue. Certes le programme n'a pas encore stabilisé son réseau et connaît des difficultés (voir plus loin), mais il a déjà fait montre d'une certaine capacité d'écoute et d'ajustement nécessaire pour gérer la diversité.

A. Une Coordination nationale dans l'écoute et l'ajustement

Que ce soient les jeunes ou les acteurs relais, tous ont salué la qualité du dialogue et l'accessibilité de la coordination nationale, ainsi que la souplesse pour faciliter le déploiement du programme par les acteurs relais et les jeunes (dans le respect du cadre posé). Certains acteurs relais ont fait l'objet de plusieurs heures d'accompagnement individualisé par les deux chargés de mission pour leur aider à s'approprier le programme. Les derniers acteurs relais entrés en 2018 comme Cap Solidarités ou la Maison des citoyens du Monde à Nantes sont de plus en plus directement dans l'esprit du programme. La coordination nationale s'est donc aussi améliorée dans la qualité de ses choix d'acteurs relais.

Il demeure cependant à ajuster encore une fois certaines postures.

➤ Par exemple, la coordination nationale part du principe par exemple que ce sont aux structures relais de s'approprier les messages du programme et est prête à les aider dans ce sens, mais que ce sont aux AR d'adapter ces messages en fonction de leurs publics. De leur côté, les AR sont en attente de plus d'aide sur ce point, ne parvenant pas toujours à les diffuser. Ils jugent par exemple les documents de communication souvent trop complexes pour les jeunes ou alors ne parlent du programme que comme un dispositif financier. On retrouve la limite de la posture des acteurs relais. Or la **coordination nationale rappelle qu'elle n'est jamais en relation avec les publics des structures relais**. « Ce sont elles qui ont les clés, nous on fait les outils les plus généralistes possibles » répond la coordination.

➤ Un autre exemple concerne le degré d'engagement dans le programme. L'argument du « calendrier étudiant » qui ne serait pas en adéquation avec celui du programme (ou l'inverse) parfois avancé par quelques structures relais en mal de jeunes candidats, est jugé de « mauvaise foi » par la coordination nationale qui les exhorte à mieux anticiper et rappelle la signature du cahier des charges que représente la convention.

➤ Enfin la CN a bien pris la mesure du manque d'engagement réel de certaines structures relais et refusera à l'avenir de financer des acteurs qui ne feraient que de l'information sur le dispositif (ce qui ne veut pas dire que la charge d'information ne doit pas être reconnue et soutenue car il existe un coût inhérent pour les petites structures).

B. Des ajustements importants entre 2017 et 2018

Les séminaires annuels sont des moments privilégiés de convivialité et d'échange. Le second séminaire à Lyon a été l'occasion d'échanger sur les difficultés rencontrées par cette première année 2017 de déploiement réel du PGC et la coordination nationale en a déduit un certain nombre d'ajustements à proposer dans la seconde année, notamment :

- Plus besoin de créer une association, mais seulement d'être 3 et d'être parrainé par une association pour répondre à Agir en France
- Demander aux acteurs relais d'organiser une réunion de sensibilisation et/ou un forum d'échanges (et non plus les deux)
- Demande aux acteurs relais d'organiser un atelier sur le service civique
- Au lieu des 2 ateliers d'accompagnement collectifs initialement prévus, laisser la possibilité d'organiser un atelier sur le montage de projets (durant lequel il est proposé de présenter des exemples concrets de projets soutenus) et faire plutôt de l'accompagnement individualisé. Ce dernier ajustement a particulièrement été proposé à **la demande des acteurs relais**.

Un autre ajustement important allant dans le sens d'un assouplissement concerne la définition « d'association plurielle » visée initialement par le dispositif « Agir à l'international ». Dans le règlement de celui-ci la définition est encore la suivante :

« **Association plurielle** : toute association de droit français, à but non lucratif, apolitique et non syndicale, dont au moins la moitié des membres du conseil d'administration est issue des migrations et au moins la moitié des membres du conseil d'administration a moins de 35 ans. »

Cette définition s'est avérée difficile à tenir dans la réalité, rajoutant des critères d'exclusion plutôt que d'inclusion. Suite à de nombreux retours sur son caractère restrictif, il a été décidé de garder le critère des 50% de jeunes qui doivent composer le bureau de l'association mais d'abandonner le critère des 50% devant être issus des migrations. Le critère retenu est donc : « Le dispositif Agir à l'international est ouvert aux associations de jeunes, dont le bureau est composé d'au moins 50% de personnes de moins de 35 ans. Le jury sera aussi particulièrement attentif aux projets portés par des jeunes issus de la diversité dans un **esprit d'ouverture et de mixité sociale** ».

Un troisième exemple d'assouplissement a été expérimenté pour favoriser le dépôt de dossiers de missions de service civique, avec la « nouvelle » possibilité pour des acteurs relais d'accueillir pendant un ou deux mois un jeune afin de l'aider à mûrir son projet, sous réserve qu'il en soit toujours à l'initiative, comme une sorte d'incubateur. TerrAfrik Alternatives a par exemple développé cette modalité, puisqu'elle correspondait déjà à son mode de fonctionnement.

Cette expérience d'incubateur a peut-être jeté les bases de deux ajustements majeurs vers lesquels s'oriente la coordination nationale pour sa phase II :

- L'idée d'offrir un cadre d'engagement pour des jeunes trop éloignés de ce type de dispositif et pas en capacité immédiate de construire leur propre projet de solidarité
- L'idée que les jeunes puissent développer une certaine mobilité d'engagement entre les acteurs relais du programme pour poursuivre leur parcours expérientiel.

Certains acteurs relais ont souhaité pouvoir être eux-mêmes structures d'accueil pour des services civiques dans le cadre de PGC. Cette possibilité n'est pas encore ouverte par la coordination nationale qui pourrait craindre que le jeune ne soit alors plus à l'initiative du projet d'engagement, ce qui reste un principe intangible du programme, malgré les divers ajustements.

Ces exemples montrent combien le programme est encore en construction, et de plus en plus en « co-construction » horizontale, en bénéficiant des retours d'expériences des acteurs relais et de leurs propositions d'amélioration. Les acteurs relais ont apprécié d'ailleurs d'être sollicités dans ce sens et leurs contributions ont largement nourri le pilotage.

4. Des difficultés persistantes co-évaluées au séminaire des acteurs relais

- **Faire venir les jeunes**
- **Toucher les publics « éloignés »**
- **Mobiliser les jeunes sur le parcours d'engagement**
- **Les chiffres de l'accompagnement du PGC : perfectible**
- **Peu de services civiques**
- **Candidat et après ?**
- **Des AR en mal de reconnaissance : finances et communication**

Le dernier séminaire des acteurs relais en février 2019 a été clairement investi par l'exercice évaluatif pour s'appuyer sur la participation des acteurs relais tant dans l'expression des difficultés que dans l'émergence de solutions ou pistes d'amélioration attendues pour la nouvelle phase.

A. Faire venir les jeunes

C'est une difficulté rencontrée par beaucoup d'acteurs qui ne sont pas en contact avec les jeunes dans le cadre de leurs activités et c'est même un enjeu plus large que le PGC pour certains membres du Forim. On pourrait aussi voir « le verre à moitié plein » et se dire que PGC est une belle manière de faire venir les jeunes, si tant est qu'on ne présente pas PGC seulement comme un dispositif financier pour qui aurait déjà un projet, ou comme une fin en soi, mais bien comme un parcours d'engagement.

Néanmoins, lors du séminaire, c'est l'une des difficultés importantes qui est remontée : comment faire venir les jeunes dans le programme ? Outre la **diversité des profils des jeunes**, plusieurs acteurs relais mettent en avant la **technicité du programme** comme un frein (que ce soit au niveau du thème « qui peut faire peur » ou « qui n'apparaît pas comme prioritaire à des jeunes qui cherchent un emploi » ou du montage de projet dont il faut être à l'initiative, ou du dossier à remplir (le dossier de candidatures Agir à l'international est souvent pointé). Autres freins cités : le manque d'idées ou la difficulté à se projeter dans les prochains mois, les jeunes seraient dans une temporalité plus courte (notamment les étudiants, contraints par le calendrier universitaire et les stages à effectuer).

Les acteurs relais demandent à cet égard des supports de communication plus adaptés aux jeunes et à disposer de jeux adaptés aux différents publics, ce à quoi devrait permettre de répondre en partie la liste en cours de constitution.

B. Toucher les publics « éloignés »

Le postulat de départ du PGC est ambitieux puisqu'il vise à ce que des jeunes en difficulté ou habitant dans des quartiers populaires et a priori plus éloignés des dispositifs d'engagement, puissent être à l'initiative de leur propre projet de solidarité en faveur de lutte contre les changements climatiques... Or, à l'épreuve de la réalité, les acteurs relais en contact avec ces jeunes, comme CABV à Vénissieux ou 3PA à Montpellier se rejoignent dans le constat que « ces dispositifs font peur à nos jeunes, rien que les mots de « dispositif » et de « sélection ou jury »... » ou encore « les missions locales qui travaillent avec ces jeunes nous renvoient que leur priorité n'est pas le climat mais de trouver un emploi et un logement ». Plusieurs récits d'acteurs relais relatent par ailleurs la barrière d'accès aux jeunes que peuvent représenter des missions locales, les MJC ou des BIJ qui n'ont pas compris l'intérêt du programme, au lieu d'être des acteurs facilitateurs.

Pourtant l'étude sociologique des lauréats, établie à partir de leur déclaration dans les dossiers de candidatures, semble relever une plus grande mixité que ce ressenti¹². A l'instruction les candidats sont également « challengés » pour aller chercher d'autres jeunes et sortir de l'entre soi. Il arrive ainsi que le porteur de projet soit déjà bien sensibilisé et engagé mais emmène avec lui des jeunes dont c'est le premier engagement.

Néanmoins demeure le repérage d'un « trou dans la raquette » dans l'offre PGC, au niveau d'un cadre plus construit pour des jeunes en « primo-engagement » n'ayant pas d'idée plus précise de projet mais une envie certaine de passer à l'action.

¹² Voir les chiffres du programme en début de rapport.

C. Mobiliser les jeunes sur le parcours d'engagement

A la lecture des rapports d'activité des acteurs relais, on constate encore une fois la grande diversité dans les interprétations du parcours d'engagement et surtout l'évidence selon laquelle ce sont rarement les mêmes jeunes qui suivent chaque activité, ne serait-ce que parce que le lieu et les partenaires changent !

Le parcours d'engagement est plus à comprendre comme un éventail d'activité permettant à différents jeunes de s'engager dans PGC plutôt qu'à cheminer d'une activité à l'autre comme la construction sur le papier le suggère.



Plusieurs difficultés spécifiques ont été ressenties par les acteurs relais, bien repérées du reste par la coordination nationale, notamment :

- Mobiliser des jeunes pour témoigner durant les activités mises en place par les AR.
- Difficultés particulières d'accompagnement sur le dispositif Agir à l'international du fait de la complexité du formulaire de candidature.
- Les projets de solidarité internationale peuvent être difficile à faire émerger du fait de la technicité des sujets, des problématiques de logistique ou du contexte locale (difficulté de mettre en lien les jeunes avec des partenaires locaux).
- Mobiliser les jeunes en dehors de son réseau propre
- Difficultés pour certains jeunes de faire le lien entre leur action et les enjeux climatiques.
- Posture de l'accompagnateur : comment « Ne pas faire à la place de » mais amener à l'autonomie.
- Difficulté à respecter le critère d' « association plurielle » mal compris
- Difficulté à mobiliser les jeunes sur le dispositif Agir en SC, surtout en étant l'initiative de leur mission.

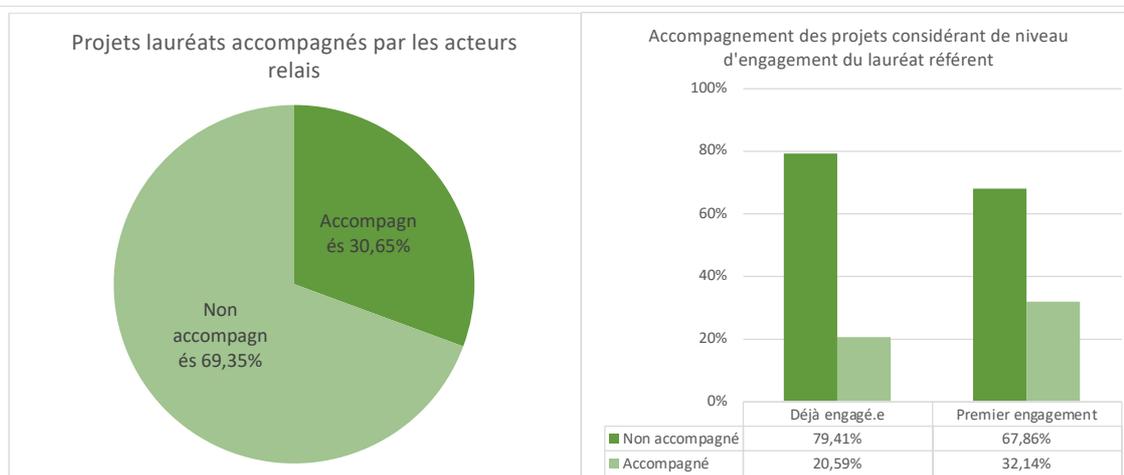
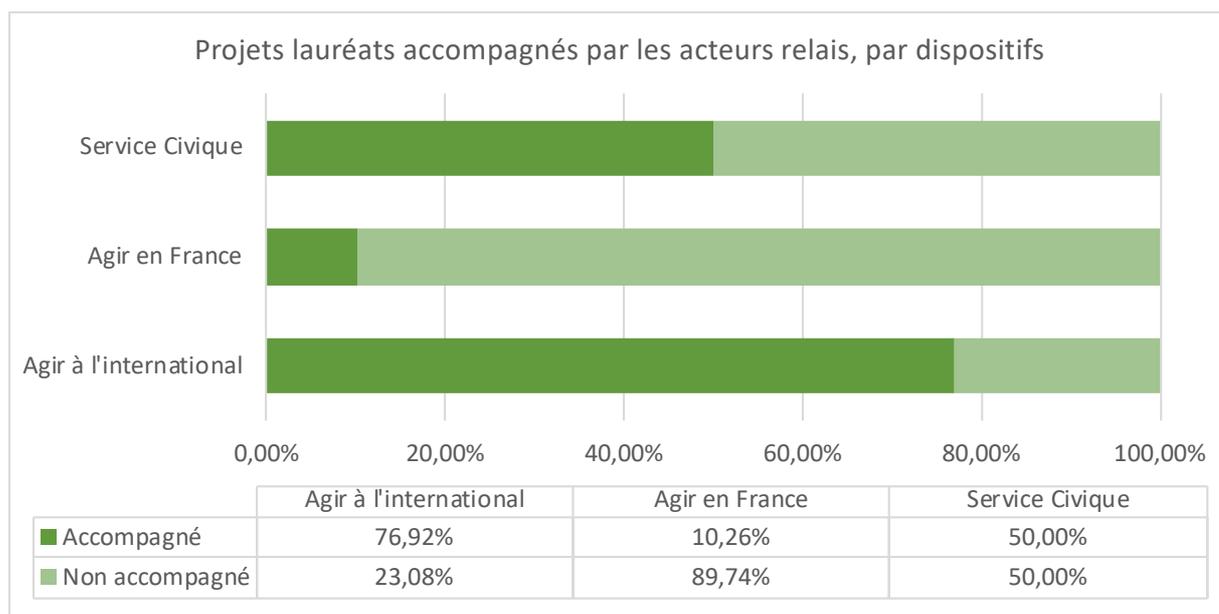
Pour répondre à ces difficultés, les acteurs relais sont en attente, comme c'est souvent le cas dans des réseaux à l'égard de la coordination nationale ou tête de réseau, de plus d'accompagnement, plus de « kits » ou d'outils partagés comme des calendriers ou des « cartes interactives » permettant par exemple de visualiser les structures d'accueil pour les services civiques en demande sur un territoire. Toutefois, rien ne garantit l'usage effectif de ces outils si la posture des acteurs relais n'a pas évolué.

Cela étant dit, tous les acteurs relais adhèrent à l'existence d'un parcours d'engagement au sein de PGC, ce qui en fait un élément fort du programme, à en croire notamment les acteurs « professionnels » de l'engagement des jeunes comme l'Office Mulhousien de la Jeunesse qui valide le principe du parcours en rappelant qu'eux-mêmes dans leur offre font de l'accueil, de la sensibilisation, du suivi et de la concrétisation,

tout en rappelant que PGC est le « seul programme sur cette thématique et avec cette approche pour les jeunes ».

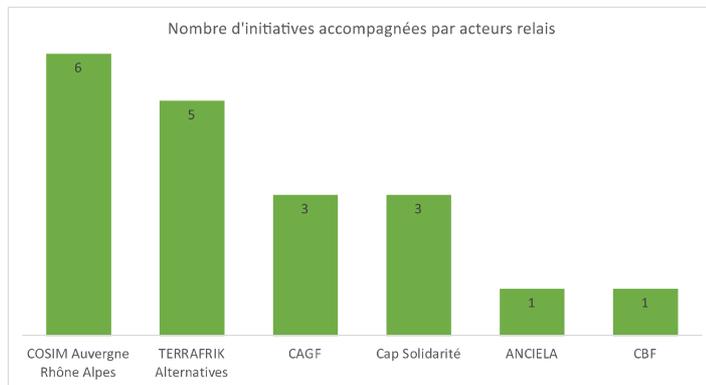
D. Les chiffres de l'accompagnement du PGC : perfectible

Le choix a été fait par les initiateurs du programme de laisser ouvert les appels à projets à d'autres jeunes qui souhaiteraient candidater sans accompagnement par une structure relais. On peut presque se réjouir que ce choix ait été fait, puisque si on reprend les chiffres du programme, le nombre de candidatures accompagnées correspond seulement à 18% du total des candidatures (19 candidatures accompagnées sur 109 en 2017 et 2018), soit moins de 1 dossier sur 5. Une même candidature pouvant concerner plusieurs jeunes regroupés en collectif, les chiffres sont légèrement meilleurs si on considère le nombre de lauréats (voir le graphique).



Le pourcentage de lauréats accompagnés est légèrement supérieur lorsqu'il s'agit d'un premier engagement (32%, contre 21% pour les lauréats déjà engagés) et pour les projets à l'international, probablement que le besoin se fait davantage sentir. **Néanmoins on retiendra que la valeur ajoutée des acteurs relais en termes d'accompagnement dans le cadre de PGC reste largement perfectible.**

Très peu de structure relais ont fait réellement de l'accompagnement de projet jusqu'au dépôt de dossiers. Parmi elles, on peut citer Cap Solidarités, CAGF, Cosim ARA, Anciela, TerrAfrik Alternatives.



Cet état de fait questionne à plus d'un titre :

- Est-ce que ce sont les acteurs relais qui ne « poussent » pas à jouer ce rôle somme toute assez chronophage, pour un même montant lié à la convention ?
- Est-ce que sont les jeunes qui, déjà sensibilisés et avec une idée assez précise de leur projet, choisissent de déposer directement leur dossier sans se faire accompagner ?
- Est-ce que les acteurs relais ne se sentent pas encore vraiment en capacité de faire de l'accompagnement sur les enjeux climatiques ?
- Comment concilier d'une part, le fait d'accepter que les acteurs relais aient également besoin de cheminer sur ces questions, que le PGC est aussi un outil pour permettre ce renforcement thématique et d'autre part, que le rôle attendu est bien que les AR accompagnent les jeunes, sans pour autant que ceux-ci ne soient des « cobayes » ?

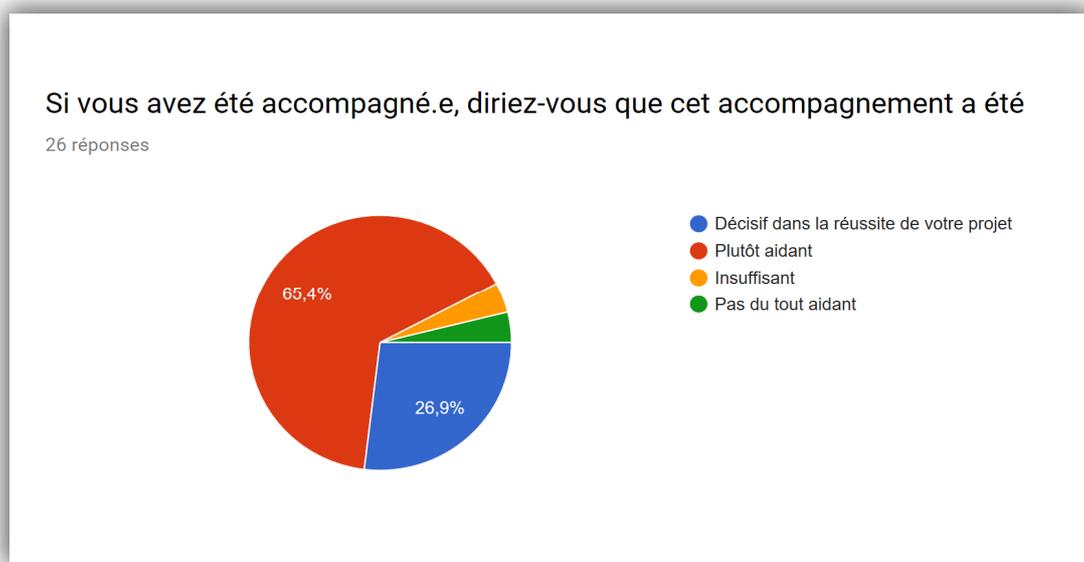
C'est justement en travaillant les dynamiques territoriales et les échanges entre les AR, qu'elles peuvent monter en compétences. C'est aussi l'intérêt de considérer PGC comme un programme de « **recherche-action** » permettant d'explorer cette zone de gris dans l'accompagnement des jeunes sur des projets de solidarité de lutte contre les enjeux climatiques, pour peu que la coordination nationale et le réseau travaillent davantage à capitaliser sur ces questions à partir des expériences de chacun et produisent des ressources partageables pour le secteur. PGC serait non seulement un réseau apprenant mais aussi une « **communauté d'apprentissage** ».

« Et si... Le jeune candidat n'est pas retenu, quel risque sur son envie d'engagement ? »

Cette simple question n'était pas d'emblée dans le viseur des initiateurs du programme, concentrés sur la version positive de l'engagement. En l'occurrence, le cas ne s'est pas présenté pour des projets de premiers engagements, quant aux autres, PGC constitue souvent une possibilité de financement parmi d'autres envisagées et un refus ne condamne pas le projet.

La proportion de projets accompagnés étant ce qu'elle est, il n'y a pas encore eu de cas de projets accompagnés et refusés. Néanmoins, ce serait un point à considérer si le nombre de candidats augmente, notamment si les porteurs de projets sont des jeunes déjà fragilisés par la vie. « *Ce serait un échec de plus si l'un de nos jeunes était refusé* » se projette 3PA. « *C'est aussi à nous de bien les accompagner pour qu'il n'y ait pas de refus* ».

Mentionnons tout de même, avec les précautions déjà émises concernant ce questionnaire, que 17 jeunes sur 26 ont jugé l'accompagnement dont ils avaient bénéficié, plutôt aidant dans la réussite du projet et 7, décisif. Interrogés sur leurs besoins complémentaires, 13 soit la moitié des répondants, mentionnent « davantage de contacts avec d'autres acteurs » (ce qui donne un indicateur intéressant pour la pertinence des dynamiques territoriales), 10 auraient eu besoin de plus de suivi personnalisé, et 8 davantage de conseil sur le montage de projet et/ou de conseils thématiques.



Quelques suggestions des jeunes pour améliorer l'accompagnement des projets dans le cadre de PGC

« -Dans la mesure du possible organiser un rebouclage entre les porteurs de projet avant leurs actions, et un débriefing après toutes les actions
 -Organiser une présentation de l'avancement de l'organisation de l'action avec porteur de projet, organisme parrain et génération climat à 1 ou 2 mois de l'événement
 Une revue à mi parcours, au cours de laquelle les porteurs peuvent expliquer les actions en cours et poser les questions à propos des problématiques auxquelles ils doivent faire face
 Pour ma part, après la sélection du candidat c'est mieux mettre les anciens candidats en contact avec les nouveaux sélectionnés pour partager leurs expériences, donnez quelques conseils.
 Beaucoup plus de précision sur les modalités d'accompagnement.
 Plus d'informations et d'interactions
 non, conserver l'accompagnement avec des relais locaux »

On retrouve dans ces propositions le besoin d'un contact avant, pendant et encore après l'expérience PGC... Finalement tout au long de son cheminement.

E. Peu de service civique (SC)

Encore beaucoup d'acteurs relais (sauf ceux qui fonctionnent déjà beaucoup avec les SC comme TerrAfrik) se disent mal équipés et peu en mesure d'accueillir des jeunes en service civique car le procédé requiert de la

disponibilité qu'ils n'ont pas (voire des locaux qu'ils n'ont pas non plus, pour quelques-uns). Seules 43% des structures relais disent avoir réalisé l'activité « Atelier sur les services civiques » en 2018.

Les acteurs relais n'ayant pas le droit d'être elles-mêmes structures d'accueil, ils doivent accompagner le jeune dans cette recherche. Pour d'autres, notamment ceux qui accompagnent des jeunes en difficulté, le dispositif ne serait pas adapté pour « leurs » jeunes, jugés peu ou pas en mesure d'être à l'initiative de leur propre mission, ou davantage à la recherche d'un emploi. Enfin, plusieurs cas ont été relevés de jeunes accompagnés pour candidater à un SC mais finalement employés (dans la structure d'accueil ou ailleurs), ce fut le cas pour COSIM Rhône-Alpes ou encore pour CPIE Apieu.

Malgré des formations du SCD ou de France Volontaires, la greffe a été difficile dans le cadre du PGC.

La FNH elle-même n'a pas eu le temps de mobiliser ses nombreuses associations partenaires qui pourraient accueillir des jeunes en service civique.

Dans l'idée du PGC, le jeune doit être à l'initiative de sa mission, notamment à l'international. C'est lui l'entrepreneur de son projet, même s'il est accompagné. Or l'Agence du SC ne peut pas agréer des missions à l'international qui n'existent pas encore. Sa logique est que des associations définissent des offres de missions, qui sont publiées et sur lesquelles se positionnent des jeunes. La présence de France Volontaires dans le comité de pilotage a permis de sécuriser l'Agence et d'apporter une sorte de caution.

La possibilité que France Volontaires prenne un peu plus de place dans le programme en phase 2 permettra certainement de voir le nombre de missions de SC augmenter, et d'explorer pourquoi pas le volontariat de réciprocité, si tant est qu'il soit porté par France Volontaires.

Agir en Service civique 2018

GÉNÉRATION CLIMAT

N°223
Alpha Oumar DIALLO étudiant 25 ans

Mission : Animation d'une synergie locale multi-acteurs pour un recyclage intelligent des déchets au service du bien-être environnemental à Conakry (GUINEE)

➔

❖ **Mission initiée avec Terrafrik, un des acteurs relais de GC**

➤ France : Avril-sept /Guinée : Sept-Dec (5 communes autour de Conakry)

➤ La mission à déjà a commencée en France en avril (dans le cadre d'un SCI)

➤ L'ensemble des acteurs concernés

❖ **Structure d'accueil guinéenne : Terrafrik Guinée**



**GÉNÉRATION
CLIMAT**

N°254

Lucie PELISSIER Etudiante 23 ans

➔ Mission : Réalisation d'une Web-série documentaire sur les déplacés climatiques pour mieux faire connaître cette problématique, organisation d'ateliers de sensibilisation dans les lycées.

❖ Bénévole de l'association sur le projet Youth on the Move (migrations et justice environnementale)

❖ Structure d'accueil : Climates

- France et 1 mois de tournage au Sénégal en décembre
- Commencement souhaité début septembre 2018
- Jeunes lycéens, jeunes militants du réseau Climates, grand public, diaspora sénégalaise



F. Candidat et après ? Peu de suivi des jeunes

Non seulement les pratiques réelles d'accompagnement sont minoritaires dans le programme, mais en plus, une fois le dossier déposé, le jeune est directement en contact avec la coordination nationale, si bien que les liens avec la structure relais peuvent s'étioler. Il est alors plus difficile de leur demander de se mobiliser pour témoigner devant d'autres jeunes comme le programme le prévoyait. En réalité, n'ayant plus de lien, certains acteurs relais n'y pensent tout simplement pas, et préfèrent utiliser des vidéos de témoignages d'anciens lauréats.

Continuer à associer davantage les acteurs relais une fois le dossier déposé apparaît donc comme une piste d'amélioration. Les acteurs relais ont également demandé que soient mieux capitalisées les expériences d'engagement des jeunes pour s'en servir comme des ressources de mobilisation pour les futures recrues. On peut aussi imaginer qu'un simple échange téléphonique ou mail entre la structure relais et le jeune au cours de sa mission permettra de poursuivre le lien créé pendant l'accompagnement.

G. Des acteurs relais en mal de reconnaissance : finances & communication

Presque toutes les structures relais font remonter la faiblesse de l'enveloppe PGC pour réaliser le cahier des charges demandée dans la convention. Pour autant, ces 2000€ ne représentent pas la même chose selon les cas. Pour de petites structures bénévoles, c'est une enveloppe décisive, pour d'autres acteurs relais, comme par exemple MCM ou Cap Solidarités déjà financées par ailleurs sur l'accompagnement, « c'est un bonus. Mais l'intérêt suffit ». Néanmoins, ces deux exemples notamment s'investissent un peu plus loin que ne le demande la convention dans le déploiement du programme.

Dans cette première phase, le même montant a été attribué quel que soit l'investissement des acteurs relais, ce qui en fin de phase peut créer un certain sentiment de déséquilibre.

Ce sentiment d'une rétribution insuffisante est compensé pour les acteurs dans la « bonne » posture, ayant bien compris le potentiel du programme et les différentes dimensions de sa valeur ajoutée. Pour

d'autres, ce sentiment est encore accentué par le fait que la communication autour du programme, essentiellement produite par la FNH (communiqué, dossier de presse...) ne mentionne à aucun moment les acteurs relais qui ont accompagné les lauréats. Bien que ce pourcentage de lauréats réellement accompagnés soit encore inférieur au nombre de lauréats en candidature libre, on peut regretter que les acteurs relais ne soient pas davantage associés au suivi des jeunes une fois leur dossier déposé, y compris dans la valorisation nationale. Cela encouragerait certainement certaines structures à aller un peu plus loin.

5. Continuer à s'ajuster

A. Développer l'échange de pratiques vers la co-construction de démarches/outils dans le cadre de PGC, notamment à l'échelle régionale

Les structures relais ont une forte attente, et l'on exprimé au séminaire 2019, d'outillage et d'échanges de pratiques dans le cadre de PGC, qui apparaît, à juste titre, comme un programme complexe et exigeant. Ces outils peuvent provenir de 3 sources :

- **Etre produits et distribués par la Coordination nationale** (c'est le cas par exemple des dossiers pédagogiques, du site Internet ou encore des dossiers de presse)
- **Être produit par l'un des acteurs de PGC et mis en partage** (c'est le cas par exemple de certains jeux, notamment d'Etudiants & Développement ou encore de formation sur le service civique par France Volontaires ou SCD, ou encore au dernier séminaire des outils de suivi de l'engagement des jeunes comme Global Steps ou le projet de livret de l'OMJ)
- **Ou encore être co-produits par la CN et les acteurs relais**. Ce pourrait être le cas par exemple pour une « Charte d'engagement » signée par les jeunes, les AR et la CN rappelant les objectifs du programme et les engagements de chacun (y compris dans la qualité de l'accompagnement), et pas seulement le cahier des charges ou encore pour un « kit de mobilisation territoriale » : argumentaire, FAQ du programme, comment convaincre une collectivité, témoignages, étapes, outils de sensibilisation utilisés, financement possible... On peut recommander la création de groupes de travail au sein du réseau pour créer ces outils.

Co-constituer un outil sur l'accompagnement des projets de solidarité construit par des jeunes pour lutter contre les changements climatiques ?

De par la diversité des types de structures relais, il existe au sein du réseau PGC un potentiel de savoirs communs (à formaliser par l'échange de pratiques et l'intelligence collective du réseau) sur ce sujet de l'accompagnement.

L'outil pourrait prendre la forme d'une check list de questions à poser au porteur de projet afin de le faire progresser dans le montage du projet dans sa prise en compte des questions essentielles que ce soit sur les conséquences de ce qu'il propose de mettre en place, ou sur la façon de le faire (par exemple quelle source d'énergie est privilégiée ?) ou encore sur la qualité du diagnostic (tel ou tel aspect a-t-il été étudié ?). Cet outil permettrait au fur et à mesure de considérer la problématique comme transverse, comme ce fut le cas pour le genre par exemple.

L'intérêt de l'outil serait d'être **co-construit par des acteurs qui accompagnent de manière différente** : soit en priorisant la thématique, soit la méthodologie, soit les convictions et les intérêts du porteur etc. Cela nécessiterait de demander à chacun : quelles questions vous posez-vous quand on vous présente une idée ou un projet qui pourrait postuler à PGC ?

Cet outil pourrait aboutir à la création d'un **référentiel d'accompagnement à la prise en compte des enjeux climatiques dans les projets de solidarité portés par des jeunes**, intéressant pour tout l'écosystème.

B. Suivre les effets de l'expérience PGC dans un parcours de vie pour aider les jeunes à mieux la valoriser

Les structures d'accompagnement des jeunes ont peut-être plus l'habitude de questionner les effets d'un projet sur le parcours de vie des jeunes, en tout cas, de l'intégrer par son questionnement en amont (motivations, compétences, ressources, réseau...) et en aval. Les structures qui accompagnent le montage de projets ou de missions en solidarité internationale ne sont pas en reste, et les deux familles se rejoignent sur cette prise en compte du **processus** d'engagement dans **le parcours** de vie du jeune. Certaines s'intéressent aux compétences développées par l'expérience d'engagement (par exemple savoir créer un événement) valorisables dans un parcours professionnel, quand d'autres auront un regard plus militant en appréciant les effets en termes de prise de conscience et de changement de comportements. Rappelons que l'un n'empêche pas l'autre.

⇒ **Dans les deux cas, il est intéressant de montrer en quoi PGC n'est pas qu'un dispositif mais un parcours d'engagement, n'offrant pas qu'une expérience, mais aussi un cheminement individuel et collectif dans son propre parcours de vie.**

Ainsi lors du dernier séminaire à Valence, trois structures ont pu présenter les divers outils développés ou en passe de l'être : Cap Solidarités, l'Office Mulhousien de la Jeunesse et TerrAfrik Alternatives. (Notons simplement que ce sont les mêmes qui sont les plus avancés dans leur réflexion sur la façon

d'intégrer PGC dans une dynamique collective sur le territoire. On retrouve ici la posture positive qui permettra de déployer le potentiel du programme).

Global Steps

«Global Skills Through Experience in Peace and Solidarity»

Ce projet européen vise à reconnaître et faire valoir les acquis d'une expérience d'engagement à l'international. Cap Solidarités est le porteur du projet.

Le projet : **Démontrer la valeur ajoutée d'une expérience de citoyenneté mondiale** pour le développement de compétences, faciliter la reconnaissance et l'accès à un emploi de qualité mobilisant ces compétences clés.

Activités : Création **d'un outil numérique commun de valorisation des expériences** développées dans une action d'engagement à l'international. A partir de leur propre parcours, les jeunes complètent un questionnaire en ligne qui leur permet de s'auto-évaluer sur des **compétences transversales** (par exemple : Travailler de façon créative, être responsable, savoir résoudre des problèmes, prendre des décisions raisonnées, être flexible...)

Ces compétences sont reliées directement à leur expérience, grâce à des exemples qu'ils ont identifiés. Cela donne un paragraphe qui peut être intégré dans leur CV, ou pour préparer un entretien. Avec leurs résultats, ils reçoivent des pistes d'amélioration (au niveau local, national, européen, international) pour aller plus loin en tant que citoyens du monde et construire leur projet professionnel en accord avec leurs valeurs et compétences. Les acteurs du territoire dans le domaine de la solidarité internationale sont formés à cet outil.

Cet outil sera partagé entre les 4 partenaires néerlandais (NCDO), belge (11.11.11), gallois (WCIA) et français (Cap Solidarités).

<http://www.globalsteps.eu/fr>



L'Office Mulhousien de la Jeunesse réfléchit à l'élaboration d'un livret de suivi du jeune dans sa démarche de projet. Véritable carnet de route, le jeune pourra noter son budget, les personnes/partenaires à rencontrer, la liste de ressources à consulter, les formations à suivre... Ce livret lui permet de visualiser ce qu'il doit mobiliser au départ et ce qu'il a réussi à mobiliser en route. Il permet une auto-évaluation mais aussi au jeune de valoriser son parcours, de prendre conscience des compétences acquises en termes de savoirs, savoir faire mais aussi savoir-être, de voir avec qui le jeune a été en lien etc. Chaque structure croisée pourra contribuer et notifier ses apports sur le livret.

Pour l'OMJ, la création d'un tel livret permet aussi de légitimer son travail d'accompagnement, souvent invisible et de conduire un travail réflexif sur ses propres pratiques d'accompagnement.

Mieux connaître les effets sur les jeunes permettrait aussi de créer un argumentaire plus attractif pour sensibiliser les acteurs comme les éducateurs, les animateurs ou les missions locales qui travaillent au quotidien avec les jeunes, et les voient évoluer.

Dans la réponse à l'appel d'offres en novembre 2018, nous avons déjà établi le lien qu'il est possible d'établir avec les développements récents sur le thème des transitions éducatives pour permettre à la jeunesse de faire face aux enjeux du XXI^{ème} siècle.

L'article « Nouveaux savoirs, nouveaux savoir-faire: les compétences du XXI^e siècle »¹³ résume ces compétences nécessaires. Elles sont encore trop rarement développées (quand elles ne sont pas étouffées) dans le système scolaire actuel¹⁴, d'où la pertinence de programme comme Génération Climat qui offre de véritables opportunités de découvertes pour les jeunes :

- Capacité d'ouverture et d'adaptabilité, notamment en milieu interculturel
- Capacité à apprendre à apprendre
- Capacité à faire des liens et à mettre en cohérence grâce à la Pensée complexe (Senge, Morin)
- Interdisciplinarité (Taddei)
- Intelligence collective :
- Créativité et expérimentation
- Capacité à travailler en mode collaboratif (équipe, association, communauté de pratiques, réseaux)
- Nouvelles formes de partenariats avec une diversité d'acteurs (associations, fondations, collectivités territoriales, entreprises...)
- Alliance éducative sur les territoires
- Partage de connaissances et les espaces d'échanges
- Apprentissage par le pair à pair (création de communautés, voire de territoires apprenants¹⁵)

⇒ **Suivre les effets de PGC sur les jeunes et les mettre en perspectives de ces compétences reconnues permettra de valoriser le cheminement et l'expérience et de créer de la résonance autour de la valeur ajoutée du programme et dépasser le prototype.**

¹³ En annexe de notre offre de novembre 2018.

¹⁴ « Notre système, notre organisation, notre mode de pensée même ne favorisent pas suffisamment la créativité, la confiance, l'agilité, l'interdisciplinarité et l'ouverture au monde », regrettait, dans une [tribune](#) aux *Echos*, Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat française chargée de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

• ¹⁵ Voir le rapport "[Vers une société apprenante](#)" de François Taddei, Catherine Bechetti-Bizot et Guillaume Houzel. Dans la continuité, François Taddei a publié en 2018 [Un plan pour co-construire une société apprenante](#).

C. Préparer, valoriser voire financer la valorisation de l'expérience PGC par les jeunes pour les jeunes ?

La multiplication des expériences concrétisées dans le cadre de PGC construit au fur et à mesure un corpus d'engagement, résumé sous forme de « fiches » telle que celles rédigées dans le dossier de presse ou sous forme de témoignages vidéo sur le site internet. Cette « matière » permet de valoriser les jeunes et d'illustrer concrètement le programme lors d'un atelier de sensibilisation et/ou d'échanges.

Cela dit, ce corpus ne remplace pas l'échange direct et interactif des jeunes auprès d'autres jeunes. Du constat partagé entre les acteurs relais, rien ne vaut cet échange « de pair à pair » pour créer ou conforter l'engagement.

La coordination nationale souhaite d'ailleurs encourager et développer ce rôle de jeunes « ambassadeurs » du programme, qui après leur expérience réussie, accepteraient de venir témoigner dans de nouveaux ateliers de sensibilisation ou d'échanges sur le territoire, voire plus largement dans le réseau PGC.

Trois possibilités peuvent être envisagées :

- les jeunes le font « gratuitement » car ils valorisent aussi leur expérience, se font connaître etc.
- une partie de la subvention pourrait être fléchée sur le fait de faire un temps de valorisation sous forme de témoignage de retour vers la structure accompagnatrice.
- certains pourraient construire une suite en France et peuvent postuler à « Agir en France » pour un projet de sensibilisation entrant dans les critères du programme. Cette modalité qui crée aussi une nouvelle configuration entre les 3 dispositifs n'a pas encore été testée et vient seulement d'être présentée comme envisageable¹⁶.

Valoriser les jeunes ne doit pas faire oublier de valoriser les acteurs relais, et ils peuvent être légitimement remis à l'honneur, surtout quand il y a eu accompagnement, dans la communication autour des lauréats.

¹⁶ Notamment lors de l'atelier de Toulouse en janvier 2019.

Créer un espace d'échanges virtuels pour les jeunes et les structures relais ?

Est-il possible d'imaginer créer une « communauté » Génération climat qui échangerait régulièrement sur une page Facebook du programme en s'informant des nouveaux départs, des avancées des projets, des suites d'engagement... qui pourrait s'entraider pour améliorer les projets ou remplir les dossiers ?

Ou les jeunes sont-ils trop « volatiles », ont leurs propres réseaux sociaux, et n'ont tout simplement pas le temps pour contribuer gratuitement à faire vivre ce type de modalité d'échanges virtuels, qui de toute façon demande à être animé, ce que n'a pas le temps de faire l'équipe de la coordination nationale ?

Entre ces deux extrêmes, on pourrait tenter des **pages Facebook PGC par territoire**, permettant de créer des liens virtuels et faciliter des rencontres réelles entre des jeunes et des acteurs associatifs. Ces pages seraient l'un des outils d'animation des futurs réseaux d'acteurs relais territoriaux.

6. Envisager une nouvelle architecture qui favorise l'engagement et l'accompagnement à deux vitesses ?

A. Un nouveau parcours d'engagement pour les jeunes

Conscient des difficultés rencontrées par les acteurs relais et de l'évolution nécessaire des dispositifs dans leur version de la phase I, phase de prototypage, la coordination nationale souhaite procéder à certains réajustements majeurs dans la proposition du programme, pour se rapprocher aussi de son intention de départ, quant à la possibilité pour des jeunes éloignés de ces dispositifs d'amorcer leur engagement. Il s'agirait ainsi de pouvoir davantage adapter la subvention au niveau du projet, plutôt que de s'en référer à des montants uniques quelque soit l'état d'avancement du projet et avec un tel différentiel entre la France et l'international :

- **Un cadre pour les primo-engagés**

Le constat en fin de phase 1 est le suivant : les jeunes qui déposent un dossier sont souvent très sensibilisés, voire déjà engagés. La difficulté est encore plus grande pour des jeunes en insertion ou éloignés : « C'est trop dur pour eux de partir de la page blanche » témoigne une structure relais qui accompagne ce public.

L'ajustement envisagé en phase 2, qui rejoint les demandes des acteurs relais en charge de l'accompagnement de ce public en particulier, consiste à créer un cadre d'engagement un peu plus défini, dans lequel ces jeunes puissent expérimenter un engagement, voire concevoir une initiative particulière mais n'ont pas à tout construire.

Ce sas d'amorçage leur permettra de vivre une première expérience d'engagement et d'affiner leur perception de leurs propres capacités.

Etant particulièrement confronté à cette difficulté de mobiliser des jeunes « éloignés » de l'engagement, le CABV a pris le temps d'apporter sa contribution :

« Dans la perspective d'une évolution du PGC, il nous semblerait très intéressant de réfléchir à comment fournir le terreau nécessaire à l'éclosion des primo-engagements, dans lesquels les notions d'initiative et d'autonomie ne constituerait pas nécessairement un préalable à l'action des jeunes, mais aussi un résultat de la dynamique relationnelle d'accompagnement et de l'expérimentation de l'action par les jeunes.

Pour y parvenir, l'acteur relais pourrait renforcer/développer :

1. Accompagnement des structures locales accueillant quotidiennement des jeunes pour les sensibiliser aux enjeux du changement climatique et du déclin de la biodiversité

2. Un cadre dans lequel ces structures et ces jeunes pourraient développer des projets :

- Accompagnement méthodologique à la formulation d' « offres d'engagement » (propositions d'actions ne venant pas à l'initiative des jeunes mais construites de manière à ne pas « faire à la place de » ou « décider pour »)
- Accompagnement des projets qui en résultent (pour les structures et pour les jeunes)
- Inclusion de ces engagements dans des projets de territoire plus larges associant une grande diversité d'acteurs
- Découverte et mise en lien vers des intervenants potentiels et de projets menés sur d'autres territoires
- Accompagnement à la recherche de financements
- montage d'évènements commun de valorisation/sensibilisation... »

Nous adhérons à l'idée que ce qui compte, in fine, c'est le **cheminement du jeune** et finalement l'engagement est autant le résultat que le processus pour y arriver. Le programme PGC doit tirer son exemplarité dans le fait de permettre à des jeunes d'avancer sur le chemin de la solidarité en faveur de la lutte contre le changement climatique **en partant de là où ils sont**.

- **Cheminer à côté des porteurs de projets qui veulent aller plus loin**

Corollaire du point précédent, l'autre versant des ajustements envisagés vise à pouvoir consolider des projets déjà démarrés, en fonction de leurs besoins, et ainsi de se positionner « à leurs côtés » pour leur permettre de cheminer encore un peu plus loin en solidarité et/ou dans leur lutte contre les changements climatiques. Il s'agit de pouvoir réellement s'ajuster à chaque candidature, et s'affranchir des montants déterminés en fonction des catégories géographiques « France » ou « international ».

- **Dépasser des catégories de montants trop figées pour les projets**

La coordination nationale a bien pris conscience de la rigidité des dispositifs et du différentiel des montants proposés selon les dispositifs Agir en France (jusqu'à 1000€) et Agir à l'international (jusqu'à 10 000€). Elle souhaite en phase II pouvoir davantage s'ajuster en fonction de la phase à laquelle se situe le projet plutôt qu'à s'en tenir à ce critère géographique. Elle distinguerait ainsi un « coup de pouce » d'amorçage pour les premiers engagements, avec la prise de risque que cela engendre, mais sur des montants plus faibles, et des soutiens plus conséquents à la consolidation ou la structuration d'un projet, afin aussi d'inscrire ce soutien comme une réelle modalité d'accompagnement. C'est aussi une façon de cheminer à côté d'un porteur de projet.

- **Encourager le partage de l'expérience PGC par le pair à pair**

Déjà présent à l'état intentionnel dans la phase 1, ce point est crucial pour créer une dynamique intrinsèque au programme et développer l'engagement par le pair à pair, ce qui est beaucoup plus efficace selon les acteurs relais qui ont pu le tester.

Son développement est probablement très lié à la qualité de la relation qui sera nouée entre le jeune lauréat et l'acteur relais, même après le dépôt du dossier. Comme déjà souligné, **le choix du jury ne doit pas être la fin du rôle de la structure relais, mais l'entrée officielle du jeune dans le réseau PGC, à l'échelle nationale du programme**, avec une nouvelle relation entre lui et la coordination nationale, en complément de celle avec la structure relais, et **non à la place**. Cette entrée « nationale » doit être prometteuse pour le jeune, notamment en termes de valorisation et de communication, qui en contrepartie, accepte d'apporter sa contribution au développement du programme auprès d'autres jeunes soit sous forme vidéo soit en échange interactif. On pourrait aussi imaginer des sortes de webinaire pour encourager les échanges avec un jeune lauréat.

B. Un nouveau parcours d'accompagnement pour les STRUCTURES/RESEAUX RELAIS

- **Redéfinir les métiers des AR et les rôles attendus**

On a vu les multiples déclinaisons possibles du programme selon les connaissances, la nature, les moyens -notamment humains – mais surtout selon la posture des acteurs relais. Cette diversité vient aussi des multiples rôles attendus de la part des acteurs relais, qui finalement ne peuvent peut-être tout simplement pas être assumés par les mêmes organisations. Parmi ces rôles attendus, on peut citer :

- **acteur animateur territorial¹⁷**
- **acteur accompagnateur jeunes**
- **acteur ressources Environnement et/ou SI**
- **acteur conseil montage de projet**

Qui peut, en plus de ses propres activités, assurer ce rôle d' «acteur relais-couteau suisse » - pour une enveloppe de 2000€ par an ? Ce partage des rôles au sein d'un réseau local aurait le mérite de décomplexer certains acteurs qui mésestiment leur contribution car celle-ci ne se mesure pas en nombre de jeunes lauréats, alors qu'ils sont par ailleurs moteurs dans l'amélioration continue du programme et sa notoriété locale.

- **Encourager des dynamiques territoriales complémentaires pour couvrir les « métiers » des AR et valoriser les « Réseaux d'Acteurs Relais Territoriaux »**

En miroir des ajustements envisagés pour favoriser l'amorce de l'engagement, mais aussi la consolidation d'un projet de jeunes, et puisque la coordination nationale souhaite d'ores et déjà

¹⁷ Voir les récents travaux du Rameau sur la notion de « catalyseur territorial » (novembre 2018) http://www.lerameau.fr/wp-content/uploads/2018/11/ANPP-LR-Catalyse-territoriale_vf.pdf

encourager les dynamiques territoriales, on peut imaginer un « parcours d'accompagnement » également à deux vitesses – donc deux financements :

- celui d'un cahier des charges a minima d'une **structure relais isolée**, qui ferait de l'information sur l'existence du programme auprès des jeunes, animerait un atelier d'échanges/sensibilisation et une séance d'accompagnement jusqu'au dépôt du dossier avec relecture et avis motivé.
- Celui d'un **collectif ou réseau d'acteurs locaux**, construit autour de leur complémentarité thématique, pédagogique et/ou méthodologique pour montée en compétences collective et surtout en qualité d'accompagnement de l'engagement des jeunes dans l'esprit du programme.

Les conventions devront dans ce cas être adaptées. L'idée est déjà émise de pouvoir contractualiser autour d'une convention **sur mesure** et non identique comme c'est le cas aujourd'hui. Cette convention serait définie autour d'une proposition des acteurs relais et d'une **feuille de route commune**. Mais tout reste à définir dans le cadre de la future stratégie.

Des acteurs complémentaires organisés en collectif ou en réseau territorial

Les amorces de dynamiques territoriales montrent le potentiel du PGC. Il s'agira en phase 2, de définir



plus précisément la forme que peut prendre cette dynamique territoriale attendue sous le label « PGC ». On retrouve le postulat fort du programme selon lequel la diversité bien orchestrée est source de richesse et l'idée que les acteurs de typologie différente peuvent s'associer à d'autres pour compléter leur(s) lacune(s) (thématique, méthodologique, ou pédagogique) dans leur mission d'accompagnement des jeunes du programme.

Selon nous, cette complémentarité jouerait positivement aux 4 « étages » du parcours d'accompagnement des jeunes :

1. Monter en complémentarité des ateliers de sensibilisation sur les **enjeux du programme** vers les jeunes mais aussi vers des partenaires potentiels et des institutionnels. Mettre en place une stratégie de communication spécifique au territoire et développer les outils nécessaires.
2. Créer une **offre commune** au niveau local pour les « primo-engagements » : aujourd'hui cette étape manque. Il s'agirait de se réunir entre acteurs du réseau local pour identifier les accueils individuels et collectifs possibles en fonction des besoins, des projets en cours ou des événements (comme Climax ou le Festisol) et des partenaires de chacun. Une fois listées ces possibilités, il serait intéressant de mutualiser les moments de rencontre avec les jeunes (notamment pour les AR qui ne sont pas en contact avec eux), avec une répartition des rôles clairs, et des propositions d'engagement ponctuel, et de moyen terme pour jeunes qui auraient des envies mais pas d'idée.

3. **Accompagner le jeune en complémentarité**, c'est-à-dire être en mesure d'aiguiller le jeune pour aller chercher chez les acteurs du réseau des conseils utiles dans son montage de projet selon les thématiques ou les points techniques
4. **Suivre les effets** sur les parcours des jeunes de l'expérience PGC, **valoriser** collectivement ces expériences des jeunes lors de temps collectif et médiatisés localement, les encourager à témoigner et partager leur expérience vers d'autres jeunes, garder le lien avec eux, leur offrir de nouvelles perspectives d'engagement en France ou à l'international dans les différents réseaux.

Finalement cette pluralité d'acteurs peut intervenir à toutes les étapes du parcours d'engagement.

Ces rapprochements de structures sur le territoire dans le cadre de PGC devraient aussi permettre d'encourager la recherche de **co-financements auprès des collectivités territoriales**, en fonction des priorités stratégiques de celles-ci, en se groupant pour solliciter les institutionnels.

Un travail de **cartographie des « ressources » territoriales**, c'est-à-dire de toute structure susceptible d'être utile pour le déploiement des activités du parcours d'engagement doit être un préalable dans le travail de l'acteur « animateur territorial ». C'est aussi l'occasion de repérer des partenaires financiers ou des dispositifs proches.

On ne peut qu'encourager la coordination nationale à co-produire un « kit de mobilisation » avec les acteurs relais, avec des étapes, une liste d'acteurs potentiels, des éléments de langage pour convaincre de rejoindre la dynamique etc.

- **Associer et Sensibiliser les éducateurs spécialisés, les animateurs, les médiateurs**

Entre « l'étape » 1 et le 2, on peut recommander, pour répondre aux besoins formulés par les acteurs relais, d'encourager la sensibilisation d'adultes encadrants des jeunes éloignés a priori de ces dispositifs d'engagement et qui jusqu'à maintenant, dans les expériences qui ont été remontées, n'ont pas été très aidants.

Ces éducateurs /animateurs connaissent très bien les jeunes et il semble contre-nature de se priver de leur connaissance et de leur proximité avec les jeunes pour susciter les effets attendus du programme sur les jeunes en matière de confiance en soi, de prise de conscience, d'ouverture, d'expérimentation, de développement de nouvelles compétences/appétences, de création de nouvelles opportunités, de nouvelles rencontres etc.

La place des jeunes et de ces accompagnants est bien expliquée dans la contribution de CABV :

« Le Centre Associatif Boris Vian (CABV) est acteur relais du programme Génération Climat à Vénissieux, commune populaire de la banlieue de Lyon (de nombreux quartiers en Politique de la Ville).

Si quelques groupes de jeunes majeurs autonomes, constitués ou non en association, sont accompagnés par le CABV dans la mise en œuvre de leurs projets (toutes thématiques), l'essentiel des cas d'engagement que nous rencontrons relèvent plutôt du profil suivant :
une structure locale d'éducation populaire / accueillant des jeunes, municipale ou associative

(Equipement Polyvalent Jeunes, Centres Sociaux, ...) travaille au développement de l'implication citoyenne des jeunes en les conviant à monter des projets locaux (thématiques fréquemment abordées : vivre ensemble/interculturel, développement durable, solidarité locale, intergénérationnel). Les animateurs-trices qui accompagnent quotidiennement ces jeunes (âgés de 12 à 20 ans) s'adressent au CABV pour bénéficier d'un soutien notamment sur les points suivants :

- méthodologie de projet
- recherche de partenaires opérationnels (ex. associations naturalistes, associations de solidarité locale, ...)
- recherche de partenaires financiers
- inclusion des actions développées avec les jeunes dans des actions de territoires plus larges (ex. événements inter-associatifs).

La place des jeunes dans le projet varie selon sa nature et la « maturité » du groupe. **L'impulsion originelle provient le plus souvent des animateurs-trices**, qui voient dans le développement de projet avec des jeunes la possibilité pour ces derniers de nombreux apprentissages :

- sensibilisation des jeunes aux enjeux des thématiques abordées
- développement de leur capacité à agir, à partir du point où ils se trouvent (rendre les jeunes « acteurs » et pas « consommateurs », « responsabilisation des jeunes »)
- apprendre à agir ensemble, dans une logique démocratique et co-constructive
- impacter le territoire et d'autres jeunes de son territoire

Puis, dans le cours de l'accompagnement, les jeunes montent progressivement en autonomie et prennent part à l'ensemble des phases du projet (construction / conduite / évaluation ; actions d'autofinancements ; relations partenaires ...).

Pour la structure, c'est également l'opportunité de développer des liens avec d'autres acteurs locaux, et de s'impliquer dans les enjeux sociétaux qui lui tiennent à coeur.

Au-delà de leurs effets pédagogiques indéniables, ces actions ont également des effets sur les dynamiques d'engagement futures des jeunes. Les jeunes adultes qui reviennent vers nous ou d'autres structures pour de nouveaux projets (dont ils sont cette fois pleinement à l'initiative), sont très fréquemment des jeunes qui ont eu un parcours d'engagement suscité et étroitement accompagné quand ils étaient plus jeunes.(...) »

On peut donc tirer l'enseignement suivant de la première phase : il faut encourager le maillage sur le territoire avec des acteurs déjà en lien avec la jeunesse et dont pour certains ce sera un premier pas vers l'engagement. L'ambition de départ sera ainsi retrouvée.

- **Imaginer une place pour les acteurs nationaux ?**

Les têtes de réseaux Etudiants & Développement ainsi que Refedd n'ont pas montré une « performance » particulière en tant qu'acteur relais tout en renouvelant leur intérêt pour le programme. PGC est un peu « noyé dans la masse » des dispositifs qu'ils tiennent à disposition et qu'ils présentent aux jeunes étudiants. Inversement, le montant de la convention (2000€) n'est pas assez conséquent pour avoir un véritable effet à leur niveau, ni vraisemblablement de vrai relais du programme au sein de leur réseau. Il n'y a pas eu non plus de liens créés entre les antennes locales de

ces réseaux nationaux et des acteurs relais du même territoire. Il ressort le constat que ces acteurs ne sont pas à leur place en tant qu'acteurs relais « comme les autres ».

FOSIM et COSIM...

Les deux sont membres du FORIM. Les Fédérations comme les Béninois de France ont une dimension nationale, apportent un public et ont développé une vraie expertise dans le montage de projet. En revanche, les FOSIM n'ont pas l'ancrage territorial et régional des COSIM. Celles-ci peuvent jouer un rôle différent dans la construction de dynamiques territoriales, comme c'est le cas à Lyon. Faut-il envisager une place différente pour les deux dans le programme ? La question est encore ouverte au Forim.

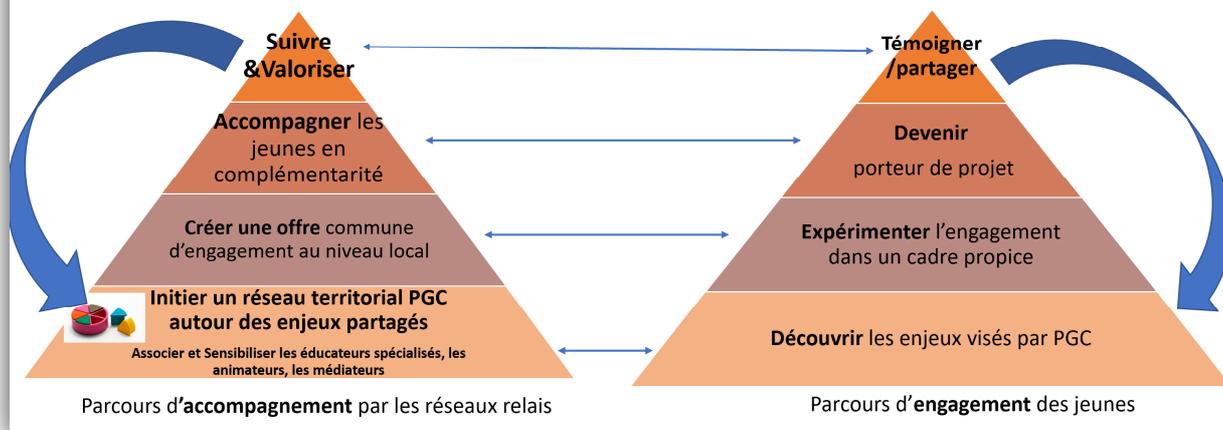
On pourrait imaginer un « **comité Ressources** » qui viennent apporter son éclairage au comité de pilotage sur des questions de fond comme l'engagement en milieu étudiant, mais qui demanderait une implication plus ponctuelle de ces réseaux nationaux. Il pourrait s'agir de ressources pédagogiques, ludiques ou de personnes ressources vers lesquelles orienter aussi certains jeunes dans leur parcours d'engagement.

D'autres acteurs nationaux pourraient venir enrichir ce comité Ressources par leur dimension éducative qui peut manquer aujourd'hui dans le programme. On peut citer Starting Block, l'équipe du Festisol pour l'apport en termes d'ECSI et de travail en mode pluriacteurs sur ces sujets ou encore le CNAJEP qui écrit d'ailleurs dans son document stratégique sur le DD : « *Il n'y aura pas de transition écologique sans une action éducative de tous et tout au long de la vie. Cette action éducative doit être pensée de manière globale et transversale (éducation à la biodiversité, à l'énergie, à la santé, au débat citoyen, etc.) et doit mobiliser notamment l'ensemble des acteurs de l'éducation formelle et non-formelle (enseignement scolaire et universitaire, apprentissage, loisirs éducatifs, formation professionnelle des jeunes et des adultes, actions en direction des familles, ...)* ».

On peut noter un certain parallèle dans les ajustements envisagés en phase 2 entre ceux pour les acteurs relais et ceux pour les jeunes :

Le credo deviendrait : Faire cheminer le jeune en partant de là où il en est (et peut-être moins que le jeune soit absolument à l'origine de son initiative)

Phase 2 : PGC un programme de transition, créateur de liens



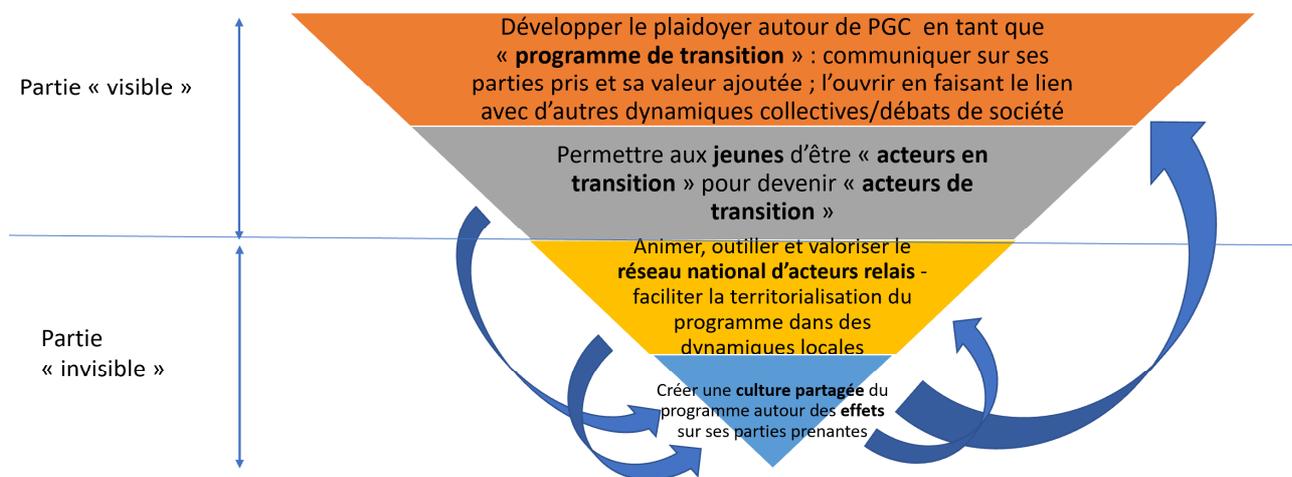
- Piloter le changement

Reste à définir le rôle de la coordination nationale pour faciliter ces changements. Le passage de la phase 1 à la phase 2 nécessitera de bien clarifier et expliquer :

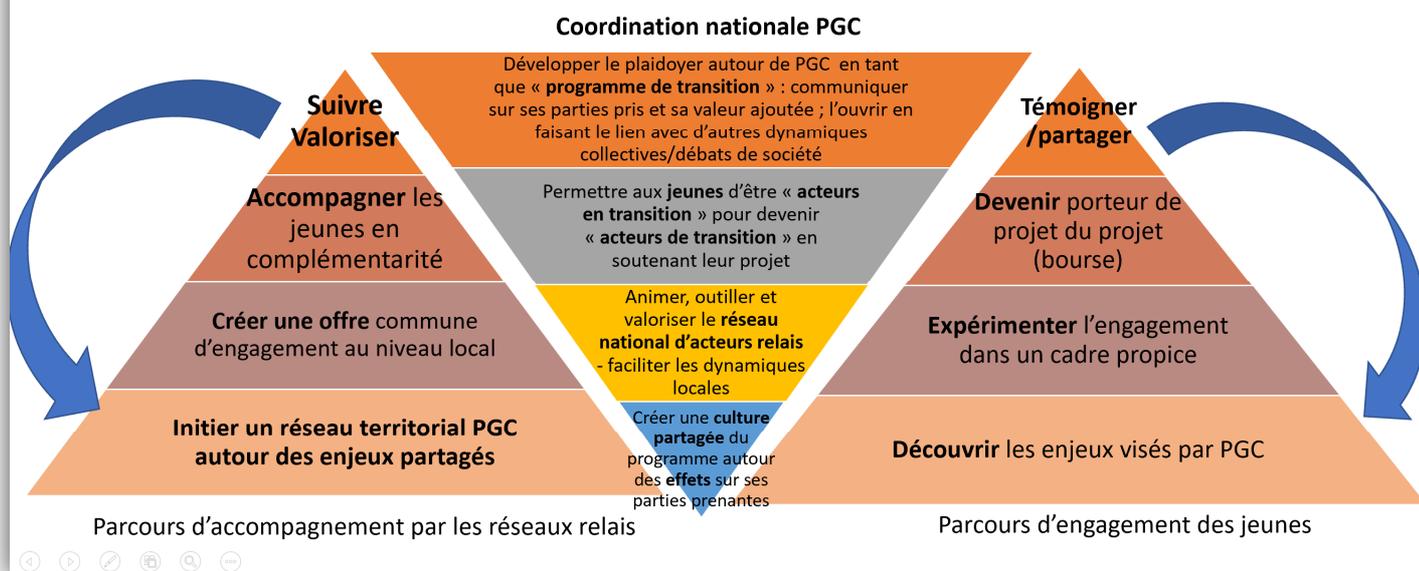
7. le sens des ajustements proposés
8. les effets attendus par ces changements
9. le rôle de chacun
10. les moyens du changement.

Il faudra notamment anticiper sur la manière de redistribuer les cartes entre les Acteurs relais de la première étape et ceux de la seconde. Tous ne seront pas en phase avec les changements préconisés.

Pilotage de la Phase 2 par la coordination nationale

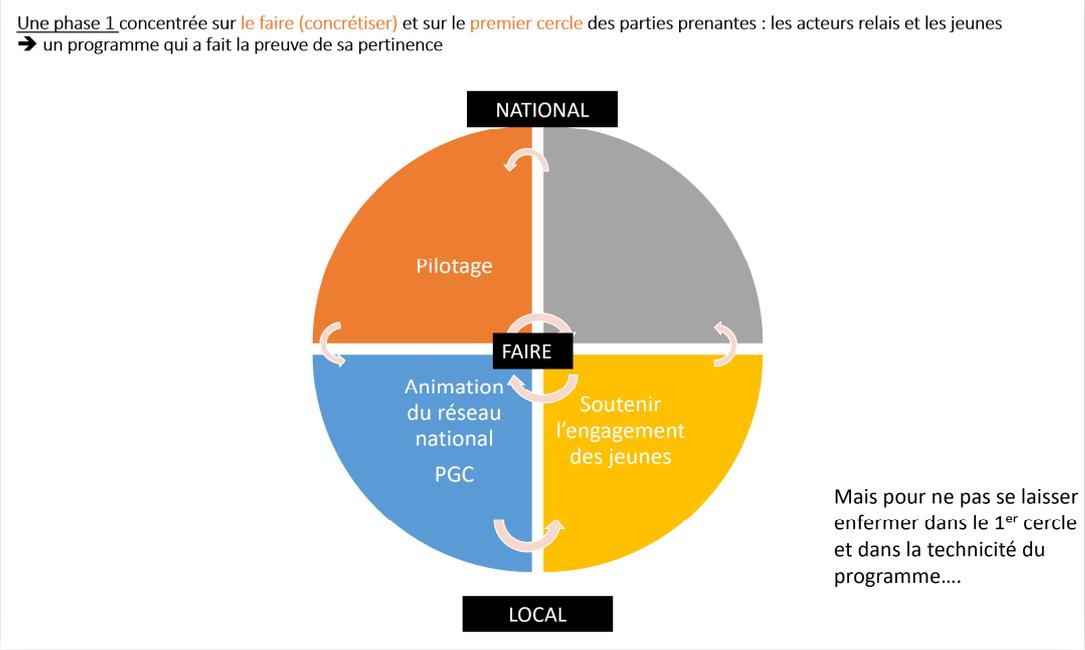


Phase 2 : PGC un programme de transition, créateur de liens

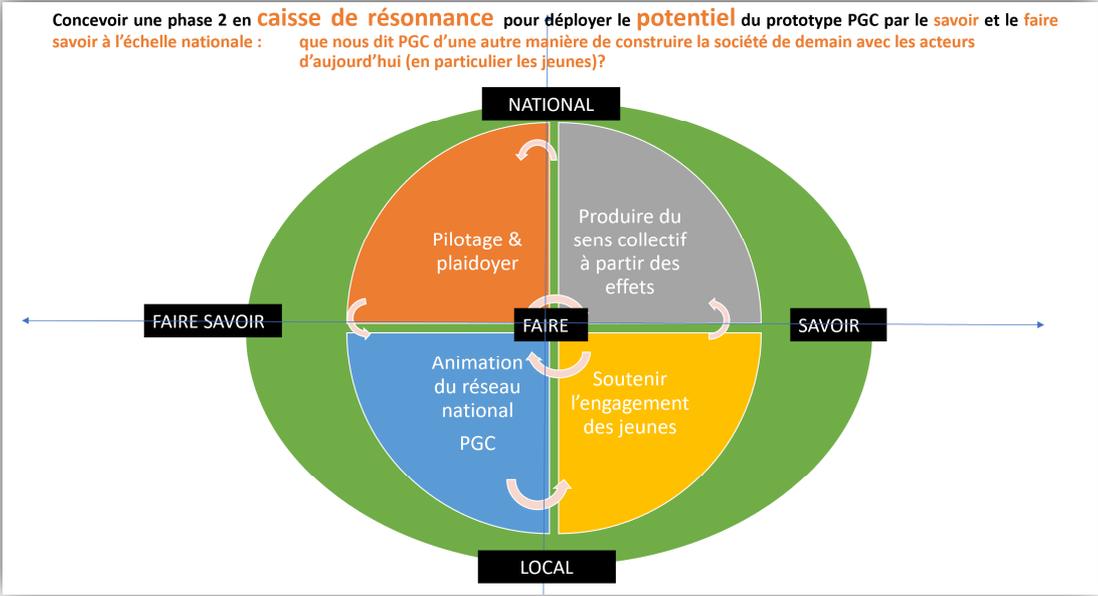


PARTIE 3 : RECOMMANDATIONS : CONCEVOIR UNE PHASE 2 EN CAISSE DE RESONNANCE POUR DEPLOYER LE POTENTIEL DU PROTOTYPE PGC PAR LE SAVOIR ET LE FAIRE SAVOIR A L'ECHELLE NATIONALE

Si la phase 1 s'est concentrée sur le « faire » et sur le premier cercle des parties prenantes : les acteurs relais et les jeunes, et a validé sa pertinence, la phase 2 devrait permettre de sortir du premier cercle confidentiel du concept et de l'expérimentation, pour changer d'échelle dans la résonance autour du PGC → que nous dit PGC d'une autre manière de construire la société de demain avec les acteurs d'aujourd'hui, en particulier les jeunes ?

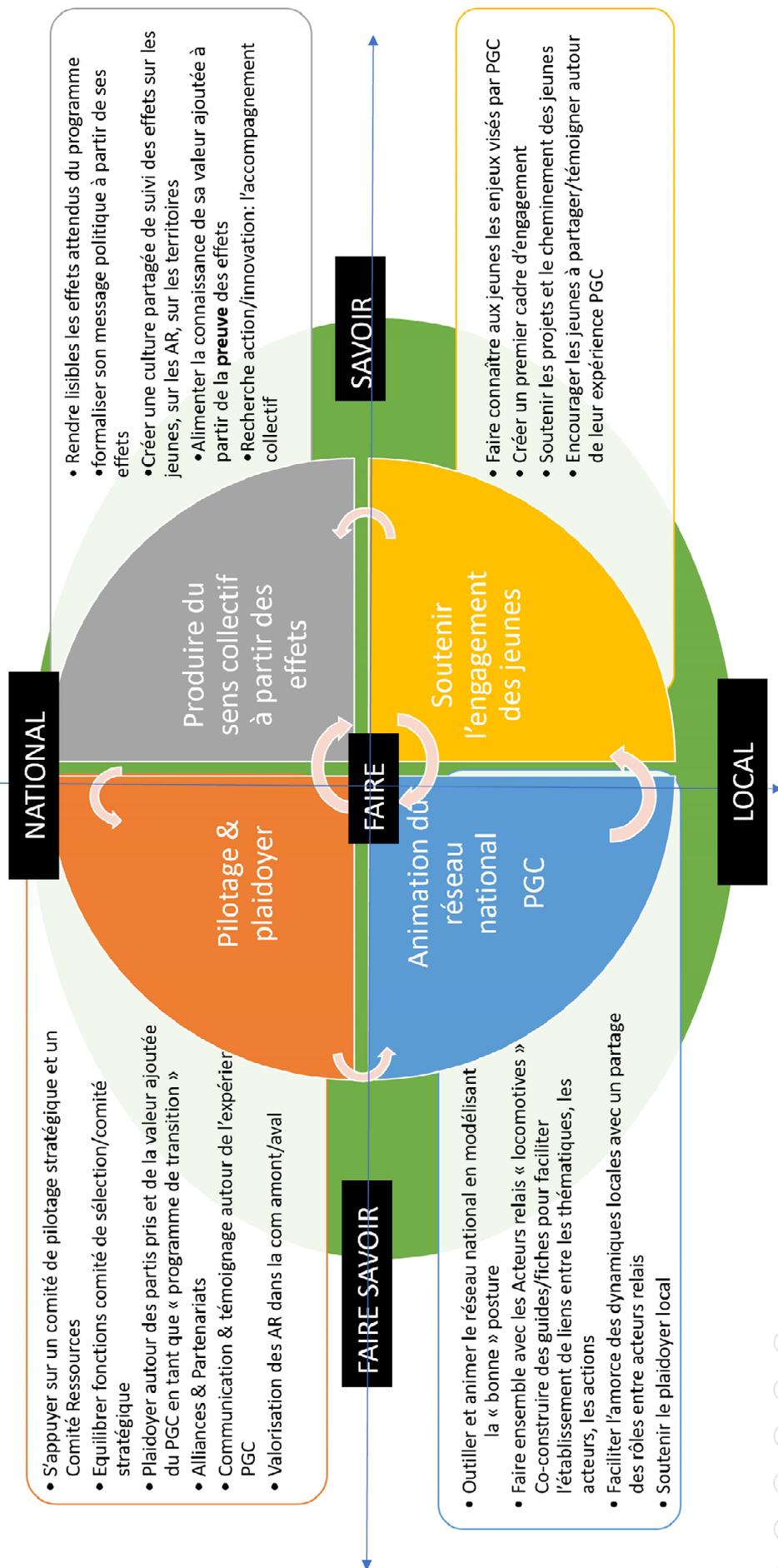


Nous recommandons le déploiement sur 4 axes, qui se renforceront mutuellement :



Concevoir une phase 2 en **caisse de résonance pour déployer le **potentiel** du prototype PGC par le **savoir** et le **faire** savoir à l'échelle nationale :**

que nous dit PGC d'une autre manière de construire la société de demain avec les acteurs d'aujourd'hui (en particulier les jeunes)?



Pour rappel, la coordination nationale a été accompagnée par un cabinet¹⁸ au printemps 18, pour réfléchir à un Dispositif de suivi évaluation. Au cours de cet accompagnement un atelier consacré au changement a permis de définir une théorie du changement à l'échelle du programme et de réfléchir à la manière de suivre et d'évaluer les changements identifiés. Chacun de ces changements a été doté d'un marqueur de progrès qui permet de l'apprécier.

| Changements | Marqueurs |
|---|---|
| Changement ultime : La jeunesse, dans toutes ses diversités, est concernée et pleinement engagée dans la lutte contre les changements climatiques en France et à l'international | Evolution du degré de sensibilisation/conscientisation des jeunes aux enjeux relatifs aux changements climatiques partout dans le monde |
| Changement intermédiaire « ECSI – DD » : Les acteurs du réseau Génération Climat coconstruisent le savoir et les outils d'ECSI-DD qu'ils utilisent pour la mise en œuvre du Programme | Accroissement du nombre de rencontre des acteurs du réseau GC et développement d'une plateforme commune de partage de connaissances et d'outils |
| Changement intermédiaire « réseau » : Un réseau d'acteurs-relais diversifié présent sur tout le territoire co-produit et mutualise des démarches de sensibilisation et d'accompagnement des jeunes | Développement et consolidation d'un réseau stable d'acteurs relais diversifiés et investis sur tout le territoire pour accompagner les jeunes |
| Changement intermédiaire « dialogue » : La jeunesse engagée partage ses expériences et ses témoignages avec le reste de la société, favorisant ainsi le dialogue et la prise de consciences des leviers d'action (en matière de changements climatiques) | Evolution de la perception des bénéfices de leur engagement par les jeunes |

- **Pour faire le lien avec nos recommandations** : On y retrouve logiquement les notions de réseau et de dialogue, instruments nécessaires de l'ouverture du programme, ainsi que les notions de co-production par les acteurs relais (plus acteurs que relais) et par les jeunes, également encouragés à être plus acteurs du programme lui-même.
- **En revanche, curieusement, la notion d'ECSI formulée l'année dernière ne l'a pas été au cours de cette évaluation** (alors que nous avons encouragé par exemple l'équipe dès le mois de janvier à prendre contact avec le Festival des Solidarités, qui rassemble presque tous les acteurs de l'ECSI -voir plus loin).

5. Animation du réseau national PGC

- Une charte d'engagement réciproque ?

Si le programme s'oriente vers un conventionnement davantage sur mesure, en fonction du ou des acteurs relais mobilisés seul ou en groupe, on peut recommander l'établissement d'une charte d'engagement réciproque, qui au-delà d'un document contractuel « cahier des charges », vient aussi rappeler les attendus du programme, la manière dont les uns et les autres s'engagent à contribuer en fonction de leurs moyens et

¹⁸ COTA

de leur niveau de connaissances, et ce sur quoi ils s'engagent pour progresser dans la voie ouverte par PGC, notamment en termes de communication, d'accompagnement, de partenariat, mais aussi de contribution à la coproduction de ressources pour le réseau. Un réseau qui ne produit pas de ressources finit par s'étouffer lui-même.

- Continuer à outiller et animer le réseau national

On a vu combien les acteurs relais étaient en demande d'accompagnement et d'outillage pour faciliter le déploiement du programme : des kits de communication pour tout public et toutes circonstances, des agendas partagés, des cartographies des ressources territoriales, des kits pédagogiques sur les services civiques, sur la façon de mobiliser d'autres acteurs sur le territoire etc. La coordination nationale ne pourra pas satisfaire toutes ces envies, et certains outils gagneraient à être co-produits, leur usage accompagné d'un guide ou tutoriel.

D'avantage de présence des chargé.e.s de mission sur le terrain sera requise pour encourager l'amorce des dynamiques territoriales et favoriser l'appropriation de la nouvelle phase du programme par les acteurs relais. Deux déplacements par mois serait un minimum. On l'a dit, le temps consacré à l'animation du réseau doit être revu à la hausse pour la seconde phase du programme.

- Faire ensemble avec les Acteurs relais « locomotives » : Co-construire des guides pour faciliter l'établissement de liens entre les thématiques, les acteurs, les actions

Ce corpus co-construit contiendrait : Retour d'expériences, témoignages, bourses à idées/exemples, répertoires d'acteurs, modélisation cartographiée d'alliances possibles, exemple de jeux (exemple celui de la Fonda sur le multi-acteurs), guide du mentorat individuel et collectif dans le cadre du PGC, éléments pour ne charte d'engagement réciproque...

Le « faire ensemble » est aussi un solide ciment pour un réseau qui n'appartiendrait plus seulement à la coordination nationale, mais serait davantage horizontal et approprié par les acteurs relais contributeurs.

- Faciliter l'amorce des dynamiques locales

Même si ce n'est pas la coordination nationale d'être à l'initiative de chaque rapprochement, sa présence aidera à impulser et suivre dans la durée. Ce sera également à elle que reviendra d'identifier les « bonnes pratiques » dans le réseau afin de les capitaliser et de les rediffuser pour les autres.

La coordination nationale, aidée des acteurs relais « locomotives » peut également modéliser un guide d'amorce des dynamiques locales dans le cadre de PGC : rappel des objectifs et des effets attendus, définition des rôles et méthode de cartographie des acteurs pour se partager les « métiers » des acteurs relais, identifier les compétences et les contributions de chacun, définir une vision commune et une feuille de route pour atteindre la vision, et comment suivre les progressions individuelles et collectives régulièrement, pour maintenir la dynamique, en fonction d'un calendrier partagé, national et local.

Les dynamiques locales pourront s'amorcer après un diagnostic territorial des acteurs et des ressources avec lesquels inter-agir. Le programme peut sembler à certains trop enfermé dans une logique d'offres de dispositifs. Mais comment s'intègre-t-il dans les dynamiques territoriales ? Cela devrait être la feuille de route d'une structure relais : **voir comment le PGC peut se territorialiser, avec une logique de durabilité, de pérennité de l'ancrage dans le choix des partenaires.**

- Soutenir le plaidoyer local (en faisant le lien avec les stratégies locales)

Les nouvelles dynamiques devront créer des liens si possibles avec les stratégies territoriales en cours ou à venir développées par les collectivités territoriales : jeunesse, développement durable, solidarité... Cap Solidarités a montré, en réussissant à mobiliser des acteurs institutionnels sur chacune de ses thématiques, la polyphonie du programme.

La résonance autour du programme pourra plus facilement se déployer au niveau local à partir des acteurs relais mobilisés, et si possible avec les collectivités.

La coproduction d'un « kit de mobilisation territoriale » tel que déjà évoqué pourrait permettre d'affiner les contours de ce plaidoyer local, étayé d'exemples et d'effets produits, pour construire un vrai argumentaire à destination des institutionnels et autres bailleurs.

Soutenir l'engagement des jeunes

C'est évidemment le cœur du programme PGC. Les dispositifs seront revus afin de faciliter l'amorce de l'engagement, en intégrant notamment un nouveau public cible qui évolue dans la proximité et dans le quotidien des jeunes les plus éloignés a priori de ces dispositifs.

- Faire connaître aux jeunes les enjeux visés par PGC
- Créer un premier cadre d'engagement en sensibilisant aussi les éducateurs/animateurs/structures d'accompagnement de proximité (missions locales, MJC, maisons des associations...) qui accompagnent les jeunes au quotidien
- Soutenir le cheminement des jeunes en revoyant les dispositifs comme évoqués
- Encourager les jeunes à partager/témoigner autour de leur expérience PGC

Rajouter une dimension suivi & capitalisation : produire du sens collectif à partir des effets

Il est nécessaire, après une phase 1 du programme, assez naturellement préoccupée par le déploiement « technique », de revenir au **sens du programme**, de l'exprimer, le partager, et dire en quoi les expériences soutenues illustrent les finalités.

Le dernier séminaire des acteurs a été marqué par les remontées sur les difficultés, les contraintes logistiques, le manque de moyens, les freins, les besoins d'outils... mais finalement presque pas de projection, de perspectives, de réflexion sur les effets positifs du programme, même si la dynamique et la qualité relationnelle étaient bel et bien présentes. La coordination nationale aurait pu en profiter pour redonner un message fort sur la dynamique collective et sa vision du programme (ne serait-ce qu'en rappelant le travail réalisé avec le COTA sur cette vision en avril 2018).

- Formaliser et garder la mémoire du programme (au-delà des personnes)

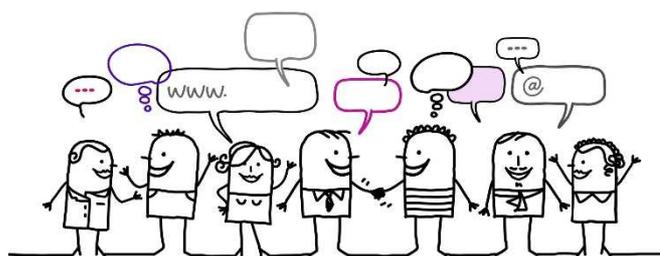
Jusqu'à ce jour, le pilotage ayant été fait dans l'urgence, la coordination nationale n'a pas réellement développé de culture de l'écrit autour du programme, afin d'en tirer les orientations (absence de compte-rendu de comité de pilotage notamment), les apprentissages ou la mémoire (le départ de l'un des deux chargés de mission fragiliserait beaucoup le programme).

- **Rendre lisibles les effets attendus du programme**

C'est une autre manière d'écrire les objectifs du programme, en spécifiant les effets attendus sur quels acteurs (jeunes, acteurs relais, partenaires du territoire...). Cette étape amènerait une lisibilité supplémentaire pour tous. Elle devrait être faite au niveau national, au niveau des partenaires mais aussi au niveau de chaque dynamique territoriale pour construire la compétence collective et la feuille de route.

- **Créer une culture partagée du suivi des effets sur les jeunes, sur les AR, sur les territoires, notamment par des ateliers en région**

En effet, PGC est un programme potentiellement générateur de liens mais aussi de savoirs à partager, mais dont il faut accompagner la modélisation pour transformer ces expériences en ressources partageables. Les quelques premiers outils réalisés ne suffisent pas comme les acteurs relais l'ont bien souligné.



Les ateliers en région tels qu'expérimentés dans le cadre de cette évaluation ont montré l'intérêt¹⁹ de leur format en cercles concentriques :

- Pouvoir échanger au cours d'un premiers temps entre **structures relais d'un même territoire** sur les points de convergence/de divergence (notamment sur les modalités d'accompagnement des jeunes), sur les difficultés ou les solutions etc. ;
- dans un second temps inviter des **jeunes lauréats** et de jeunes porteurs de projets (ou d'idées)
- et dans un troisième temps, inviter des **partenaires potentiels ou réels** dans le cadre du programme.

Ce type de réunion territoriale pourra être utilement développée dans la suite du programme, pour renforcer les liens :

- entre les structures relais sans attendre le séminaire annuel
 - avec et entre les jeunes
 - avec d'autres acteurs du territoire notamment les collectivités territoriales comme à Lille.
 - Et bien sûr, entre la coordination nationale et les territoires, ce qui contribuera à l'appropriation d'une culture partagée du projet par les acteurs relais.
- **Alimenter la connaissance de sa valeur ajoutée à partir de la preuve de ses effets**

Conduire un questionnement en mode « approche orientée changement » peut se faire de façon assez simplifiée en commençant par définir les effets attendus sur quel type d'acteurs, au niveau d'un ou plusieurs acteurs relais, et en les rapprochant des effets observés par la suite. Ce mode permet de structurer les échanges, d'approfondir sur le niveau d'impact souhaité, et d'améliorer le pilotage. Il

¹⁹ Au moins à Lyon, puisqu'à Toulouse les conditions climatiques ont fortement limité la présence des participants.

permet surtout, si l'on s'en saisit réellement, de communiquer autour de son impact et de gagner en crédibilité.

- **Piloter avec une vision partagée et en connaissance de cause**
- **Recherche action/innovation: l'accompagnement collectif**

En application du postulat selon lequel, une diversité bien orchestrée produit de la richesse, la diversité des pratiques d'accompagnement individuel et collectif, de la personne ou du projet, etc. génère potentiellement un éventail de méthodes et de pratiques dont une richesse pourrait être tirée et partagée, en mode « recherche action » : Comment mobiliser cette complémentarité dans l'accompagnement des jeunes, et quels effets de ce mentorat collectif et solidaire ? L'une de valeurs ajoutées du programme tient à son innovation et son expérimentation. Si tout le programme ne peut pas en phase 2, être encore en phase pilote, certains aspects nécessitent d'être creusés, surtout lorsqu'ils sont à la pointe des compétences du XXIème siècle et de la coopération territoriale, partout en train de s'inventer.

6. Consolider le pilotage et Développer une fonction plaidoyer local/national en mobilisant aussi les jeunes, pour créer de la résonance

- **Renforcer l'équipe de coordination nationale**

Du côté de la FNH, la fonction suivi administratif « étouffe » la capacité à se dégager du temps pour aller sur le terrain, notamment pour l'animation de réseau ou à produire du contenu et de la connaissance autour du programme (effets).

Du côté du Forim, le temps de travail salarié dégagé sur PGC est largement insuffisant pour le mener à bien sans être dans l'urgence, et sans mettre le chargé de mission en déséquilibre entre temps passé sur PGC et temps sur ses autres missions, et entre temps professionnel au détriment du temps familial et personnel.

Dans ces limites fonctionnelles, toute recommandation sur le développement d'une quelconque résonance autour du programme risque.... de ne pas trouver d'écho.

Qui peut aujourd'hui, en l'état, construire et porter le plaidoyer autour du programme ? Qui ira en « vendre » la valeur ajoutée territoriale, solidaire, innovante ? Qui pourra en parler autour des communautés de pratiques du F3E, de la Commission Jeunesse de Coordination Sud, auprès des associations nationales de collectivités territoriales, etc ? Qui pour aller chercher de nouvelles synergies, des acteurs plus solides pour déployer le programme à la hauteur de ses ambitions -sans parler des enjeux- ? Qui pour en parler dans les médias ? La question reste ouverte. Le drapeau est bien planté entre les deux partenaires, mais l'estampille 'Fondation Nicolas Hulot' ne suffit pas pour aller porter les valeurs et l'impact du programme Génération Climat. Il faut un porte-étendard pour déployer le programme à sa juste valeur, et faire partager le sens de cette alliance inédite entre la FNH et le Forim – qui n'est pas évidente.

L'intérêt pour la cause ne suffit pas toujours. Il faut aussi un pilote enthousiaste pour maintenir, voire redonner du souffle et de la perspective, (ré)enchanter le réseau autour d'un sens et d'une vision partagée.

Par ailleurs, en dehors de l'équipe de 4 personnes constituant l'actuelle coordination nationale, le programme semble peu porté par les administrateurs des deux partenaires. Le Forim reconnaît que les enjeux du programme sont finalement assez peu connus des membres de son comité d'administration et que le premier plaidoyer à mener serait interne.

- **S'assurer que la fonction « comité de sélection » n'altère pas celle de « comité de pilotage » :**

Le comité de pilotage a été mis en place dès l'écriture du projet par des discussions notamment avec l'IFAC, France Volontaires ou l'AFD. Néanmoins son rôle s'est davantage limité à celui de jury pour décider des candidatures retenues, qu'à un rôle d'orientation majeur du programme, celui-ci étant en cours de déploiement.

Le Comité se sera donc réuni 5 fois... donc assez peu et toujours à l'occasion d'un jury :

- Le 23 octobre 2017
- Le 20 décembre 2017
- Le 16 juillet 2018
- Le 29 octobre 2018
- Le 11 avril 2019

Afin de renforcer le pilotage du programme, il peut être recommandé de ne pas confondre ses fonctions et que les organisations participantes au comité de pilotage puissent être décisionnaires si et seulement si elles sont également contributives que ce soit financièrement ou opérationnellement. Dans sa phase II, PGC aura besoin d'un comité de pilotage qui assure réellement cette fonction stratégique et se réunit plus régulièrement pour questionner et être force de proposition (au moins trois fois par an, l'équivalent d'un CA pour une structure, quand la coordination joue le rôle d'un bureau et le séminaire des acteurs relais celui d'une AG... à laquelle il manquerait les jeunes !).

On peut recommander de « sceller » l'engagement des membres du comité de pilotage autour d'une charte d'engagement, chacun étant transparent sur ce qu'il attend et ce à quoi il est prêt à contribuer. Mais l'engagement, pas plus que la confiance, ne se décrète et l'envie de contribuer devrait primer sur toute obligation.

On peut se questionner également sur l'opportunité de faire entrer au comité de pilotage, au cours du programme :

- un acteur « éducatif » ou spécialisé jeunesse/éducation populaire, presque pas représenté dans le programme, (à moins de les solliciter dans le Comité Ressources)
- des représentants des structures relais, (en veillant à éviter tout « conflit d'intérêt » si ces acteurs sont également conventionnés par le programme), puisqu'elles font réellement le lien avec les jeunes porteurs de projets
- et bien sûr des jeunes lauréats eux-mêmes, ne serait-ce que par souci de cohérence avec les valeurs du programme.

Néanmoins, la fonction jury a fonctionné et garde un intérêt pour la connaissance des jeunes et de leurs projets. Le croisement des regards dans le système d'instruction/validation par le COPIL reste un élément de réussite souligné par plusieurs acteurs interrogés.

- **Ouvrir pilotage du PGC : voir plus loin, voir plus haut, à plusieurs, en s'appuyant sur un comité de pilotage stratégique et un comité ressources**

Dans sa phase 2, le programme doit chercher à créer des synergies partout où c'est possible, que ce soit au niveau territorial ou a fortiori national. Tous les voyants contextuels sont « au vert »

Créer des liens autour de PGC

- Faire le lien avec les **mouvements de citoyens** en faveur du climat et avec les sujets de plaidoyer
- Faire le lien avec les réflexions éducation populaire/volontariat/ECSI autour du **parcours de vie**
- Faire le lien avec les enjeux stratégiques de chaque organisation membre du **Comité de pilotage**
- Faire le lien avec stratégies institutionnelles territoriales, dont les RRMA
- Faire le lien avec des réflexions think tank associatifs sur l'engagement, sur les enjeux sociétaux (Fonda, Action Climat, Le mouvement associatif etc)
- Faire le lien avec les **stratégies institutionnelles** notamment à l'échelle européenne

➔ Faire le lien avec les mouvements de citoyens en faveur du climat et avec les sujets de plaidoyer de la FNH ou du Forim

**Génération Climat participe au Grand Débat
7 propositions à relayer**

Le grand débat national

À l'initiative du Président de la République, le Gouvernement engage un Grand Débat National permettant à toutes et tous de débattre de questions essentielles pour les Français.

En faisant partie du réseau Génération Climat, votre structure a à cœur, comme la FNH, de porter une vision de la transition écologique et solidaire. Le Grand Débat National qui a lieu en ce moment-même est l'occasion de traduire cette vision en propositions concrètes.

C'est pourquoi la FNH met à disposition un document pour vous aider à relayer les priorités qu'elle a identifiées pour entamer pleinement la transition écologique tout en garantissant la justice sociale. Investissements publics dans la transition écologique, transports moins polluants, cantines bio et locales, service public de la rénovation énergétique, etc. : non exhaustives, elles sont néanmoins structurantes et réalistes, rassembleuses et efficaces. **N'hésitez pas à vous emparer de ces 7 propositions pour que les pouvoirs publics les entendent et les appliquent !**

[Je découvre les 7 propositions pour contribuer au Grand Débat](#)

A cet égard, le communiqué du 4 mars 2019 de la FNH à toutes les parties prenantes du PGC, rentre dans cette logique : la FNH y présente les 7 propositions élaborées par ailleurs pour participer au débat national.

→ Faire le lien avec les réflexions autour du parcours de vie

- Faire le lien entre les approches très « solidarité » militante (MCM) et les approches des acteurs de l'accompagnement des jeunes plus tournés vers une valorisation de l'expérience dans un cheminement de renforcement de son autonomie dans la société. Entre les 2 : ex de Cap Solidarités avec global Steps
- Suivre, contribuer et diffuser dans le réseau PGC les travaux de la Commission Jeunesse de Coordination Sud
- La notion d' « avenir » (de la planète, des jeunes) et de « transition » permettent de rendre le programme attractif dans ce sens : créer un argumentaire présentant les effets positifs du programme sur l'ouverture des jeunes, ses prises de conscience, l'acquisition de compétences, et la création de nouvelles opportunités (argumentaire également à destination des éducateurs, formateurs, missions locales, BIJ...). Cet argumentaire autour « **d'acteurs en transition, acteurs de transition** » peut -être co-construit avec les acteurs relais et permettre de dépasser aussi l'idée selon laquelle les jeunes en insertion ne se sentiraient pas concernés par l'environnement.

→ Faire le lien avec les enjeux stratégiques de chaque organisation membre du Comité de pilotage

La qualité des partenariats dépendra dans la durée de la transparence sur les attentes et sur la place que les membres du comité de pilotage pourront effectivement prendre dans le programme, cofinancé par l'AFD en tant que projet d'intérêt général, même si la FNH et le Forim en restent à jamais les initiateurs.

→ Faire le lien avec stratégies institutionnelles territoriales, dont les RRMA

On l'a vu, les territoires bougent et les acteurs se mettent ensemble pour traiter des thématiques plus transverses et pour générer de la coopération territoriale. De nombreuses conférences en 2018-2019 en attestent que ce soient « les Journées des territoires » ou encore « les Rencontres nationales des Maisons des associations ». Ces espaces d'échanges auxquels participent de très nombreux acteurs de l'innovation sociale mais aussi leurs financeurs, collectivités, services de l'Etat ou fondation, sont autant d'espace à investir pour présenter le programme Génération Climat.

49^e Rencontres Nationales

PROGRAMME

Acte II
La CO-construction
dans toutes ses dimensions

12>14
décembre
à Mulhouse

Réseau national maisons des associations

Du 12 au 14 décembre, la ville de Mulhouse accueillera les 49^{èmes} rencontres nationales des Maisons des associations. Ces rencontres réunissent des élus, directeurs et techniciens, experts de la vie associative de la France entière autour, cette année, de la thématique de la co-construction.



Un programme comme PGC favorise on l’a vu, les dynamiques territoriales non seulement par ses thèmes (jeunesse/solidarité/environnement) mais aussi par son mode multi-acteurs. Cette dimension pourrait être aussi valorisée dans la seconde phase et nécessitera donc d’être étayée par des **réflexions sur le « faire ensemble » sur les territoires.**

⇒ **Notre conviction est que la valeur ajoutée de PCG ne réside pas que dans la cause, mais aussi dans son mode opératoire.**

Les Réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) ont eu un démarrage avorté avec le programme Génération Climat, entre susceptibilité d’un côté et maladresse de démarrage de l’autre : très intéressés pour être structures relais, dès la réunion de rentrée 2016, les RRMA ont finalement choisi de « boycotter » le programme quand la coordination nationale leur a proposé d’assurer le même cahier des charges que les autres... mais sans enveloppe, étant donné le nombre de structures intéressées (18 au lieu de 10 prévues). Pour la coordination nationale, convaincue de tout l’intérêt de son programme, les RRMA pouvaient accepter cette proposition puisqu’ils étaient « déjà » financés pour relayer ce genre de programme et que des structures comme les Espaces Jeunes acceptaient bien de le faire sans compensation. Cette option a été jugée irrecevable par les RRMA qui ont ensuite « fait bloc » contre le PGC. Avec le temps, certaines sont revenues ne serait-ce que pour relayer l’information de l’existence de ce dispositif.

Il est certain qu’un rapprochement avec les RRMA sera nécessaire pour consolider des dynamiques territoriales autour de PGC. Par ailleurs, comme leur nom l’indique, les RRMA ont développé des savoir-faire en matière de coopération territoriale multi-acteurs sur lesquels pourraient s’appuyer les acteurs relais du PGC, sans compter leurs liens avec les collectivités territoriales. Une nouvelle « division » des tâches dans le cadre du nouveau programme au sein d’un « réseau territorial d’acteurs relais PGC » permettrait de revisiter leur place dans le programme, au cas par cas selon les régions.

→ Faire le lien avec des réflexions think tank associatifs sur l'engagement, sur les enjeux sociétaux (Fonda, Action Climat, Le mouvement associatif etc), sur les transitions éducatives

La Fonda
fabrique associative

Faire 2030 ensemble

Mettre les citoyens au cœur de la transition énergétique

Séminaire prospectif autour de l'ODD 7.

Mardi 12 mars 2019 de 9h à 13h
aux Canaux, 6 quai de la Seine - Paris 19^e

Un événement organisé en partenariat avec

LES CANAUX

La concomitance de ces travaux montre la pertinence du programme PGC, mais montrera ses limites si les occasions ne sont pas saisies.

→ Faire le lien avec les stratégies institutionnelles notamment à l'échelle européenne

- → **exemple** : A Paris, le 12 décembre 2017, une coalition One Planet s'est rassemblée pour proposer des initiatives concrètes pour atteindre les objectifs communs fixés par l'Accord de Paris sur le climat. Engagement n°3 : **Mobiliser la recherche et la jeunesse en faveur du climat** ; Action n°2 : **lancement d'un service de solidarité européen pour le climat**
- → L'Agence du Service Civique englobe en France, l'Agence Erasmus+ Jeunesse & Sport qui gère le Corps européen de solidarité, qui va prendre de l'ampleur sur la prochaine programmation de l'UE 2021-2027

- **Déduire les « bonnes » alliances et les acteurs ressources entre ambition et pérennité**

Des partenaires bien ancrés nationalement :

- **Exemple de France Volontaires**

Pour France Volontaires, PGC est une très belle « intention » unique et pertinente : rapprocher les jeunes de l'enjeu climatique en pensant un écosystème qui les encourage et les accompagne pour s'engager ici et là-bas. Cette intention rejoint la stratégie de long terme de FV dans laquelle la question du climat et de la transition écologique est l'un des enjeux prioritaires.

Pour FV, PGC serait surtout le cadre idéal pour développer le volontariat à l'international en direction de la France, appelé « volontariat de réciprocité », ce qui enverrait aussi un message fort sur la responsabilité des pays du Nord et sur la nécessité de s'ouvrir à d'autres manières de faire et de penser. « *C'est vraiment une thématique qui se prête à l'accompagnement et le soutien de l'engagement croisé des jeunes : de ici vers là-bas, de là-bas vers ici sur un enjeu qu'on partage, et de les accompagner pour qu'ils soient non seulement acteurs, mais aussi écoutés comme témoins voire comme porteurs de solutions.* »

France Volontaires est prêt à s'investir davantage mais sous réserve de pouvoir développer cette dimension supplémentaire autour du volontariat de réciprocité, tout en s'engageant à valoriser les acteurs porteurs du projet initiaux, les AR, à proposer un appui-accompagnement des AR sur ce type de mission de volontariat de réciprocité, et en faisant jouer par exemple des accords-cadres qu'ils peuvent avoir avec des structures dans les pays partenaires...

Pour France Volontaires : « *C'est un sujet sur lequel on peut être ambitieux ! Il faut un vrai copil ouvert à de nouveaux partenaires dimensionnés. Il faut présenter le programme et le travailler comme s'il allait vivre 10 ans et se demander tout de suite : c'est quoi l'impact de ce projet dans 10 ans ? Penser des phases avec des jalons intermédiaires qui soient clairs pour tout le monde.* »

- Exemple du Festival des Solidarités

NOS OBJECTIFS

- Informier sur les enjeux de la solidarité et de la coopération, du local à l'international
- Donner plus de visibilité à la solidarité internationale partout et auprès de tou-te-s
- Inviter les citoyen-ne-s à devenir plus actifs et à exprimer leur solidarité, en leur proposant des pistes d'actions concrètes
- Valoriser la diversité des acteurs et actrices impliqué-e-s, des thèmes abordés, des formes d'expression et des animations
- Encourager le partenariat et les dynamiques collectives entre toutes les parties prenantes de la société

LE FESTIVAL EN CHIFFRES (Chiffres 2017)

- 6200 ORGANISATEURS MOBILISÉS
- 2600 STRUCTURES IMPLIQUÉES
- 440 COMMUNES ACCUEILLANT DES ÉVÉNEMENTS
- 4200 ANIMATIONS QUI QUESTIONNENT LE MONDE
- DES CENTAINES DE MILLIERS DE PARTICIPANTS

UN PROJET COLLECTIF A L'ANCRAGE TERRITORIAL FORT

Le Festival des Solidarités rassemble une trentaine d'organisations nationales et régionales au sein de son Comité de pilotage. Chacune mobilise son réseau dans le cadre du projet.

- 23 organisations nationales portent le projet et participent à son pilotage :
- 11 coordinations régionales accompagnent les acteurs et actrices du Festival par des conseils, des formations et des temps de rencontre.
- Plus de 200 collectifs locaux organisent des événements pendant le Festival. Nous encourageons les structures à former des collectifs afin de renforcer l'impact de leurs actions et d'apprendre les unes des autres.
- 18 partenaires nationaux relaient la mobilisation Festival :

Le diagramme illustre l'ancrage territorial fort du festival, montrant une carte de France avec des points de contact régionaux : Festival IDF, Liens coopération, Horizons Solidaires, GESCOD, Centraider, CASI Bretagne, Bourgogne Franche-Comté International, Maison des Citoyens du Monde, Resacoop, Festival Nouvelle-Aquitaine, et CROSI.

⇒ Le Festival des solidarités, porté par le CRID, mais surtout par 3000 acteurs, dont des collectivités territoriales et des RRMA, sur les territoires, a inscrit au cœur de sa réflexion sur le nouveau plan triennal l'intelligence collective, l'outillage et le suivi-évaluation du « faire

ensemble » la solidarité en mode pluri-acteurs. On ne peut que conseiller un rapprochement important avec PGC, d'autant plus que des acteurs comme France Volontaires ou Etudiants & Développement, tout comme MCM, Cap Solidarités ou entre Terrafrik sont dans les deux programmes. Ce serait aussi une passerelle de plus vers les RRMA.

- ⇒ Par ailleurs, **l'implication des jeunes** est également au cœur de la réflexion du Festisol (voir notamment un atelier sur le sujet à la Rencontre nationale des acteurs les 29 et 30 mars 2019).
- ⇒ De plus, le Festival poursuit sa réflexion intrinsèque sur les **liens entre solidarité internationale et solidarité locale**, qui lui a valu l'heureuse mutation de « Semaine de la solidarité internationale » en « Festival des Solidarités ». Par ses thématiques, ses acteurs (à commencer par le Forim) et les liens qui vont se développer à terme entre les dispositifs proposés « Agir en France » et « Agir à l'international », PGC incarne une manière de faire un lien concret entre les solidarités, tout en n'ayant finalement, que peu valorisé cette dimension de l'ici et du là-bas.
- ⇒ Festisol continue de tisser des liens avec d'autres événements comme Alimenterre ou la Fête des Possibles, qui peuvent potentiellement créer des fenêtres de valorisation des projets pour et par les jeunes du PGC.
- ⇒ Enfin, Festisol s'internationalise et se constitue en un réseau international, notamment en Afrique, ce qui peut être intéressant pour le service civique de réciprocité.
- ⇒ Un rapprochement avec le Festisol permettrait à PGC de se mettre en relation avec un réservoir d'acteurs susceptibles de faire connaître le programme, d'accompagner des jeunes, de rejoindre des dynamiques territoriales sur les sujets du programme, d'identifier des structures d'accueil pour les Services Civiques etc.
- ⇒ Enfin PGC gagnerait à se renforcer sur la dimension éducative en tissant plus de lien avec des acteurs de l'ECSI qui ont développé des outils solides de sensibilisation de tous les publics sur ces sujets (cela dit, MCM fait partie du réseau Ritimo).
- ⇒ Outre la proximité géographique²⁰, la proximité des valeurs, des acteurs et des modes opératoires encourage fortement celle des organisations porteuses.

- **Exemple Collectif pour une transition citoyenne avec notamment son programme Le [Pacte pour la Transition](#) qui** est un outil visant à favoriser et organiser la participation citoyenne pour permettre le changement dans toutes les communes, en encourageant un dialogue entre citoyen.ne.s et élu.e.s dans le cadre des campagnes pour les **Municipales de 2020**. On retrouverait à ce niveau une dimension de plaidoyer local assez porteuse pour le PGC.



- **Partager, discuter pour co-construire la vision, le positionnement et la « culture projet » en comité de pilotage élargi**
- **Communiquer et témoigner autour de l'expérience PGC, faire ressortir le message politique et la portée, lui donner de la résonance autour du sens**

²⁰ un étage au-dessus du Forim...

- qu'est-ce qu'on apprend ?
- qu'est-ce que ça « dit » de la société ?
- En être ou pas, avec ou sans... quelle différence ?
- En quoi PGC n'est pas qu'une expérience mais permet un cheminement, pas qu'un dispositif mais permet un parcours d'engagement ?
- En quoi PGC permet aux jeunes de cheminer sur ces questions de solidarité et d'enjeux climatiques, et par cet intérêt, à cheminer dans sa propre vie ?



Les vendredis de la grève du climat, à Rome le 8 février 2019, pour répondre à l'appel de Greta Thunberg, jeune Suédoise de 15 ans qui lutte contre la crise climatique © Maxppp / Fabio Frustaci / EIDON site de France Inter, Emission Le téléphone sonne le 14/02/19

CONCLUSION

Le programme Génération Climat est lui-même en transition. Trop de décalages existent encore entre ses ambitions, ses solutions présentées « sur le papier » et ses réalisations. Il a pourtant, dans sa phase pilote, fait la démonstration de sa pertinence. La suite de l'histoire est à écrire et surtout à construire avec les acteurs bien installés dans les territoires, qui auront la taille nécessaire pour créer des synergies au niveau local, et s'entourer d'acteurs spécialistes de l'accompagnement de la jeunesse, car c'est aussi un métier qui ne s'improvise pas. Créer du lien entre des jeunes différents qui se réunissent autour d'une cause commune sur la solidarité et les enjeux climatiques est un beau challenge, auquel aucun autre programme ne répond. Encore faut-il revendiquer et défendre cette place. Il faudra donner de l'ampleur au programme en le connectant aux autres mouvements, aux autres transitions en cours.

Le pari de la complémentarité des compétences, clé de voute de ce programme, est un pari d'avenir, à n'en pas douter. Mais pour le remporter, peut-être faut-il passer par une phase d'adossement à des structures solides, pour ensuite revenir plus fort, et continuer à porter cette dimension pionnière de l'engagement collaboratif de demain.

PGC un **programme de transition**: une autre façon de construire demain → une valeur ajoutée autant dans la finalité que dans le mode opératoire

- En développant une **philosophie inversée** de la société actuelle :
 - jeunes sont initiateurs
 - jeunes sont acteurs
 - jeunes sont ambassadeurs
- En s'appuyant sur une **pédagogie inversée**, responsabilisante, de la solidarité et de la prise en compte des enjeux climatiques
 - Les jeunes construisent leur projet et sont accompagnés à partir de leur projets
 - développant les **compétences individuelles et collectives** du 21^{ème} siècle (cf Taddéi, Boterf...)
 - les jeunes les plus éloignés seront « incubés » autour d'une offre d'engagement pour les sensibiliser
- Dans sa capacité à permettre les **liens** entre les enjeux locaux/globaux et les thématiques (approche systémique et **transversalité**)
- En s'inscrivant à **3 échelles** : locale, nationale, internationale
- En permettant de passer de la **réflexion à l'action** sur des problématiques d'une grande actualité (**cadre d'engagement**)
- En misant sur la **complémentarité** des parties prenantes pour générer un **réseau apprenant et stimulant**, valorisant les acteurs ressources sur un **territoire (levier d'engagement)** et une forme innovante de mentorat collectif: l'accompagnement **pluri-acteurs** et territorial
 - Des coalitions Ecolo-éducatives pour accompagner le **passage d'acteurs en transition à des acteurs de transition** (acteurs et jeunes)
 - Co-apprentissage sur des thématiques transversales
 - Intelligence collective et territoriale
 - Apprendre à faire ensemble